

KONFERENZ DER KANTONALEN AUF SICHTSSTELLEN ÜBER DIE GEMEINDEFINANZEN
CONFERENCE DES AUTORITES CANTONALES DE SURVEILLANCE DES FINANCES COMMUNALES
CONFERENZA DELLE AUTORITA DI VIGILANZIA SULLE FINANZE DEI COMUNI
CONFERENZA DA LAS AUTORITADS DA SURVEGLIANZA CHANTUNALAS SUR LAS FINANZAS COMMUNALAS



Nr./No 26 / 17.03.2014



INHALT	CONTENU	SEITE/PAGE
Reorganisation der Konferenz und der Kommission	Réorganisation de la conférence et de la commission	3
Brève présentation : Maurice Tornay		4-5
Kurzporträt : Renate Fricker	Kurzporträt : Heinz Montanari Brève portrait : Pierre Leu	5-6-7
Öffentliche Finanzen der Schweiz 2012-2015: Pensionskassen belasten Kantonsresultate	Finances publiques suisses de 2012 à 2015 : Les caisses de pensions affectent le résultat des cantons	8
Kennzahlen zur Finanzlage der Gemeinden	Les indicateurs de la situation financière des communes	9
Selbstfinanzierungsgrad	Degré d'autofinancement	10-12
Selbstfinanzierungsanteil	Capacité d'autofinancement	13-15
Zinsbelastungsanteil	Quotité des intérêts	16-18
Kapitaldienstanteil	Quotité de la charge financière	19-21
Bruttoverschuldungsanteil	Endettement brut par rapport aux revenus	22-24
Investitionsanteil	Quotité d'investissement	25-27
Nettoschuld je Einwohner	Endettement par habitant	28-30
Öffentliche Finanzen der Schweiz 2011-2014 : bescheidene Überschüsse	Finances publiques suisses de 2011 à 2014: excédents modestes	31
Zusatzfrage - Antworten	Question supplémentaire - Réponses	31
Neues aus den Kantonen	Nouveautés cantonales	32-43
Agenda	Agenda	44

Reorganisation der Konferenz und der Kommission	Réorganisation de la conférence et de commission
<p>Die Kommission hat an der Generalversammlung vom 12. September 2013 in Nidwalden :</p> <ul style="list-style-type: none"> - den für die Gemeinden zuständigen Walliser Staatsrat Maurice Tornay (VS) zum Vorsitzenden der Konferenz ernannt; - Iris Markwalder (BE) als Ersatz von Michel Walthert (BE) zum Mitglied ernannt; - Erich Brühlmann (LU) als Ersatz von Luzia Kurmann Schaffer (LU) zum Mitglied ernannt ; - Francis Gasser (VS) zum Präsidenten der Kommission ernannt; - Herr Regierungsrat Christoph Neuhaus (BE) verabschiedet und für das Präsidium von 2009 bis 2013 bedankt. 	<p>L'assemblée générale du 12 septembre 2013 à Nidwald a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nommé Monsieur le conseiller d'Etat Maurice Tornay (VS) à la présidence de la conférence ; - nommé Madame Iris Markwalder (BE) comme membre de la commission en remplacement de Michel Walthert (BE) ; - nommé Monsieur Erich Brühlmann (LU) comme membre de la commission en remplacement de Luzia Kurmann Schaffer (LU); - nommé Monsieur Francis Gasser (VS) à la présidence de la commission ; - remercié Monsieur le conseiller d'Etat Christoph Neuhaus (BE), président de la conférence de xxxx à 2013.

**M. Maurice Tornay, chef du département des finances et des institutions du canton du Valais
Président de la conférence dès 2013**



Le 12 septembre 2013, vous m'avez élu en qualité de nouveau Président de la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales. Je vous en remercie et vous félicite pour le dynamisme de votre organisation.

Vous avez su tisser des liens, au-delà des frontières cantonales, entre responsables et collaborateurs de la quasi-totalité des entités en charge de la surveillance des finances communales au niveau suisse. Au lieu de travailler de façon cloisonnée, vous avez eu l'excellente idée de mettre en commun les problématiques que vous rencontrez, et qui sont souvent similaires, pour vous inspirer, par l'échange des expériences et des points de vue, des solutions mises en place par les uns et les autres. Votre conférence, et la vivacité avec laquelle vous avez su l'entretenir, est un modèle à suivre dans de nombreux domaines.

Puisque l'occasion m'est donnée de vous adresser un message, j'aimerais en diffuser un qui me tient tout particulièrement à cœur : l'importance de pouvoir compter sur des communes fortes et autonomes, l'une des clés de la réforme R21 – Territoire et institutions du XXI^{ème} siècle – que nous menons actuellement en Valais.

J'entends parfois des présidents de communes m'inviter à cantonaliser certaines de leurs tâches jugées trop complexes. Cela m'attriste beaucoup, car je suis convaincu de l'importance de la proximité pour mener à bien un certain nombre de politiques publiques. Les communes détiennent ce pouvoir de proximité, le mieux à même de répondre aux besoins locaux, au plus près des réalités du terrain et en adéquation avec les aspirations des citoyens.

Pour les petites communes, assumer correctement toutes les tâches légales est certes devenu complexe. Elles rencontrent souvent des difficultés lorsqu'il s'agit de fournir toutes les données requises, par exemple par vos entités en charge de leur surveillance. Et surtout elles auront de plus en plus de peine à fournir à leurs résidents les prestations et services de qualité qu'ils sont en droit d'attendre.

La solution ne passe toutefois pas par l'abandon de tâches au canton, mais par la collaboration intercommunale, voire la fusion. Les communes doivent se renforcer pour parvenir à remplir leur mission essentielle.

C'est un des points forts de la réforme R21, dont vous avez peut-être déjà entendu parler. Le canton du Valais s'apprête à revoir par étapes sa Constitution cantonale. Une importante partie de ce projet concerne la réforme du découpage territorial et de nos institutions. D'importantes questions sont débattues, comme par exemple le nombre de Conseillers d'Etat, le nombre de députés, le système électoral, la durée des mandats politiques ou encore le maintien ou non des districts. A l'échelon communal, les enjeux à résoudre sont également posés sur la table sans aucun tabou ni a priori. Quel est le nombre minimal et maximal adéquat de conseillers municipaux ? A partir de quelle taille une commune devrait-elle se doter d'un organe législatif ? Comment encourager davantage de collaborations intercommunales ? Quelles incitations créer pour favoriser les fusions de communes ?

Des propositions, élaborées par une commission extraparlamentaire en charge de réfléchir aux pistes de réformes, ont été mises en consultation jusqu'en février. Le projet du Conseil d'Etat doit ensuite être finalisé et transmis au Grand Conseil pour une première lecture en septembre 2014.

Le principe de cette réforme ambitieuse a été accueilli de manière très favorable. Les discussions sur les solutions concrètes à mettre en place seront encore longues, mais cette réforme doit permettre de renforcer les communes, de leur donner l'assise et la taille critique nécessaire pour offrir aux citoyens le standard de prestations auquel ils ont droit. Leur santé financière en sortira d'autant meilleure, ce qui permettra de répondre sereinement aux défis du futur.

**Kurzporträt : Renate Fricker
Mitglied der Kommission ab 2011**



Januar 2014 – ein neues Jahr mit neuen Vorsätzen und Zielen. Was steht an? Privat ist ein Schwerpunkt bereits gesetzt, nachdem mir mein Mann ein Fitnessabo geschenkt hat. Um den Lebensrhythmus aufrecht zu erhalten, möchte ich ausserdem Cajón spielen lernen. Cajón? Das ist eine "Holzkiste", die ursprünglich aus Kuba oder Peru stammt. Man spielt sie von Hand, vor allem afrokubanische Rhythmen. Reisepläne dürfen in einem Jahresprogramm natürlich auch nicht fehlen. Drei Wochen Amerika mit Las Vegas, Grand Canyon und allem, was dazugehört. Einen weiteren Höhepunkt möchte ich mit einem Sprachaufenthalt an einem schönen warmen Ort mit guter Küche (siehe Foto) setzen. Das tönt nach vielen Ferien. Mein Dienstaltesgeschenk für 15 Jahre Einsatz beim Kanton ermöglicht mir dies. 15 Jahre, die wie im Flug vergangen sind.

Als Gemeindeinspektorin in der Finanzaufsicht und dem Vollzug des Finanzausgleichs hat meine Arbeit beim Kanton begonnen. Nach meinem Abschluss Betriebsökonomie an der Fachhochschule wurde mir die Stellvertreterfunktion der Sektionsleitung übertragen. Damit änderte sich auch mein Aufgabenbereich. Verschiedene Projektarbeiten stehen seither im Mittelpunkt. Top aktuell die Einführung von HRM2 bei den Gemeinden. Ein wichtiges Ziel ist hier bereits erreicht. Alle aargauischen Gemeinden und Gemeindeverbände haben per 1. Januar 2014 auf HRM2 umgestellt. Also nicht nur ein neues Jahr, sondern gleich eine neue Epoche. Der Schwerpunkt ist damit auch im beruflichen Bereich gesetzt. Wir unterstützen die Gemeinden, damit HRM2 zur Selbstverständlichkeit wird. Ich bin überzeugt, das Jahr 2014 wird privat und beruflich mit einigen Highlights aufwarten.

**Kurzporträt : Heinz Montanari
Mitglied der Kommission ab 2006**



Grüezi mitenand

Mein Name ist Heinz Montanari und ich wohne mit meiner Familie (2 Kinder) in Zumikon (ZH). Ich bin Leiter der Abteilung Gemeindefinanzen beim Gemeindeamt ZH und in dieser Funktion insbesondere für den Finanzausgleich, die Finanzaufsicht über die öffentlichen Körperschaften als auch für die Behördenschulung verantwortlich.

Nach meiner Lehre bei der Gemeindeverwaltung Wetzikon habe ich mich nach einem Abstecher in die Westschweiz (Nyon VD) zum Eidg. dipl. Experten in Rechnungslegung und Controlling weitergebildet. Seit 2006 bin ich in der KKAG als Vorstandsmitglied tätig und präsidiere die Gruppe zur Koordination des Harmonisierten Rechnungsmodells 2. Privat bin ich viel unterwegs, treibe gerne Sport und lese das eine oder andere Buch

Brève portrait : Pierre Leu
Membre de la commission depuis 2007



Né le 17 août 1960, je représente le canton de Neuchâtel dans la commission. Avocat de formation, j'ai rejoint en 1991 le service juridique du secrétariat général du département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) où j'étais chargé des affaires et du contentieux en langue française. Élu juge administratif dans la nouvelle Commission de recours du DETEC dès 2000, puis au Tribunal administratif fédéral, j'ai poursuivi mon activité juridictionnelle dans le domaine des transports et de l'équipement, m'étant occupé notamment des projets de la 3e voie CFF Genève - Coppet (VD) et des projets de nouvelle concession d'exploitation des aéroports de Genève, en qualité de juge rapporteur, et de Zurich, en qualité de juge assesseur.

En 2007, je quitte la juridiction fédérale pour l'administration cantonale à Neuchâtel en reprenant la charge de chef du service des communes. Ce service a comme objectifs stratégiques de veiller au bon fonctionnement du service public communal, de garantir la solvabilité des communes et l'absence de découvert au bilan des communes ainsi que de garantir la conformité au droit de la réglementation communale et de l'activité des communes. Il exerce la surveillance réglementaire et financière de l'Etat sur les communes et les syndicats intercommunaux, soutient et accompagne les projets de fusions de communes, conseille et appuie les communes en matière juridique, financière et comptable. Il gère la péréquation financière intercommunale et ses dotations annuelles ainsi que toutes questions en relation avec l'organisation, le fonctionnement et la gestion

des communes.

Enfin, il est chargé d'élaborer les bases des projets de répartition des revenus et des charges entre l'Etat et les communes. Ses défis actuels sont d'élaborer le rapport de révision de la péréquation financière intercommunale, d'accompagner la mise en place du nouveau modèle de compte harmonisé 2 dans les communes, d'élaborer le rapport relatif à la poursuite de la politique d'aide de l'Etat aux fusions de communes et enfin, à moyenne échéance, de préparer la révision totale de la loi sur les communes, qui date d'un demi-siècle. Entretemps, le nombre de communes a été divisé par 2 pour atteindre le chiffre de 37 et le mouvement de fusions de communes engagé depuis 5 ans devrait permettre de diminuer ce nombre pour atteindre un socle de 15 à 20 communes à l'horizon 2020-2025.

De caractère ouvert, pragmatique, flexible, je pratique volontiers la course à pied, le ski, le théâtre, adore le lac et ai à cœur de me développer sur le plan personnel. L'échanges d'expériences au sein de la commission et de la conférence permet de confronter une autre approche de certaines questions et de prendre la hauteur nécessaire qui évite de réinventer la roue que d'autres ont déjà développée. Merci à vous tous de votre précieux soutien !

<p>Die Finanzlage der CH-Gemeinden hält sich auf ansprechendem Niveau mit einigen Ermüdungserscheinungen</p>	<p>La situation financière des communes suisses reste à un niveau satisfaisant mais marque un pas supplémentaire de fatigue.</p>
<p>Die vorliegende Ausgabe befasst sich mit den harmonisierten Kennzahlen der Gemeinden für die Jahre 2009 - 2012. Die Kennzahlen vermitteln wichtige Anhaltspunkte über die Entwicklung und die Finanzlage bei den Schweizer Gemeinden. Sie sind als wichtiger Teil des Management-Informationen-systems nicht mehr wegzudenken. Weiter enthält diese Ausgabe Angaben über Neuerungen im Finanz- und Rechnungswesen in den Kantonen.</p> <p>Die Auswertungen der Gemeinderechnungen 2012 bestätigen den positiven Trend, der seit mindestens 2001 zu erkennen ist, auch wenn bei einigen Kantonen erste Anzeichen für härtere Zeiten zu erkennen sind.</p>	<p>La présente édition traite des indicateurs financiers harmonisés des communes suisses pour les années 2009 à 2012. Ces données fournissent d'importants repères sur l'état actuel et l'évolution récente des finances communales ; à ce titre, on ne saurait plus se passer de cet aspect du management financier. Cette édition donne aussi un aperçu des nouveautés cantonales en matière de finances et de comptabilité publiques.</p> <p>L'essoufflement décelé en 2011 s'accroît un peu et pourrait signifier un renversement du trend positif constaté depuis 2001. Les futurs budgets et planifications financières pourraient être plus difficiles à maîtriser.</p>
<p>Öffentliche Finanzen der Schweiz 2012-2015: Pensionskassen belasten Kantonsresultate</p>	<p>Finances publiques suisses de 2012 à 2015 : Les caisses de pensions affectent le résultat des cantons</p>
<p>Bern, 27.02.2014 - Trotz der Eintrübung durch die gedämpfte Wirtschaftslage und die Rekapitalisierung kantonaler Pensionskassen verzeichnen die öffentlichen Finanzen 2012 ein ausgeglichenes Ergebnis – dies wird auch für 2013 erwartet. 2014 ist aufgrund der Rekapitalisierungen mehrerer kantonaler Pensionskassen mit einer Verschlechterung zu rechnen. Die Schuldenquote steigt 2012 insbesondere in den Kantonen vorübergehend an. In den Folgejahren dürfte sich aber der Trend zum Schuldenabbau wieder fortsetzen. Dies zeigen die neuen Zahlen der Finanzstatistik</p>	<p>Berne, 27.02.2014 - En raison d'un ralentissement de la conjoncture et de la recapitalisation de plusieurs caisses de pensions cantonales, les finances des administrations publiques se sont rapprochées de l'équilibre en 2012 et devraient rester équilibrées en 2013. En revanche, le résultat des administrations publiques 2014 sera probablement péjoré par plusieurs recapitalisations de caisses de pensions cantonales. Le taux d'endettement repart momentanément à la hausse en 2012, principalement dans les cantons. Il devrait toutefois retrouver sa tendance à la baisse ces prochaines années. C'est ce qu'indiquent les nouveaux chiffres de la statistique financière.</p>

Finanzkennzahlen der Gemeinden	Les indicateurs de la situation financière des communes
<p>Kennzahlen sind wichtige Grössen für die Führung einer Gemeinde. Sie zeigen finanzpolitische Trends auf und unterstützen das Gemeindemanagement in der Steuerung der Finanzpolitik. Einen Überblick über die Entwicklung der Finanzhaushalte in den Gemeinden verschaffen die seit 1992 durch die Konferenz der kantonalen Aufsichtsstellen empfohlenen vier harmonisierten Finanzkennzahlen Selbstfinanzierungsgrad, Selbstfinanzierungsanteil, Kapitaldienstanteil sowie Zinsbelastungsanteil. Sie sind aussagekräftig und eignen sich für Vergleiche unter den Gemeinden.</p> <p>Die Nettoschuld pro Kopf ist nicht harmonisiert. Das erschwert Vergleiche über die Kantons Grenzen hinaus.</p> <p>Für die Beurteilung der einzelnen Finanzkennzahlen haben sich die nachfolgenden Richtwerte durchgesetzt. Entscheidend ist allerdings die Entwicklung der Zahlen über eine längere Vergleichsperiode.</p> <p>Die vollständigen Daten stehen auf der Homepage der KKAG zu Verfügung.</p> <p>Zum Mittelwert ist anzumerken, dass dieser aus der Summe der Kantonswerte, dividiert durch die Anzahl Kantone, welche die Kennzahl ermitteln, und nicht aufgrund der konsolidierten Basisdaten der Gemeinden errechnet wurde. Auch wenn das Ergebnis nicht eine sachlich korrekte Information wiedergibt, so lässt sich im Vergleich doch ein Trend ablesen.</p> <p>Die Kommentare beziehen sich auf die Entwicklung im Berichtszeitraum zwischen 2009 und 2012.</p>	<p>Les indicateurs sont devenus une variable significative pour leur direction financière ; ils font apparaître des tendances et soutiennent le gestionnaire communal dans l'élaboration de sa politique financière. Les quatre indicateurs recommandés par la Conférence des Autorités cantonales de surveillance des finances communales que sont le degré d'autofinancement, la capacité d'autofinancement, la quotité de la charge financière, ainsi que la quotité des intérêts fournissent, depuis 1992, un aperçu de l'évolution des finances des communes. Ils sont représentatifs et permettent des comparaisons entre communes.</p> <p>L'endettement net par habitant n'est pas un indicateur harmonisé. Les comparaisons au-delà des limites cantonales sont dès lors rendues problématiques.</p> <p>Pour l'appréciation des données fournies par les différents indicateurs, les valeurs suivantes se sont imposées. Il reste toutefois important d'apprécier l'évolution des données sur une période assez longue.</p> <p>L'intégralité des données est disponible sur le site Internet de la CACSF.</p> <p>Nous précisons que la valeur moyenne est calculée non pas en consolidant les données de l'ensemble des communes mais simplement en divisant les valeurs cantonales par le nombre de cantons présentant l'indicateur. Si le résultat ne donne par une information pertinente en soi, par contre l'évolution de la valeur permet une comparaison du trend.</p> <p>Les commentaires apportés se réfèrent à l'évolution sur la période sous revue, c'est-à-dire 2009-2012.</p>

Selbstfinanzierungsgrad Degré d'autofinancement

 Selbstfinanzierung in Prozenten
der Nettoinvestition

 L'autofinancement en pour-cent
de l'investissement net

	2009	2010	2011	2012
Aargau	118.6	100.0	124.9	93.6
Appenzell A. Rh.	110.9	104.4	98.4	66.6
Appenzell I. Rh.	129.0	333.0	83.0	59.0
Basel-Landschaft	98.5	108.5	-152.3	449.4
Basel-Stadt	196.8	329.1	130.5	63.8
Bern / Berne	128.0	136.1	178.1	97.7
Fribourg / Freiburg	142.1	143.8	112.2	82.9
Genève	179.2	126.4	95.2	79.5
Glarus	101.5	52.5	193.3	24.5
Graubünden	103.6	102.9	98.9	119.3
Jura	106.5	65.0	66.6	89.3
Luzern	103.2	82.0	93.0	56.0
Neuchâtel	79.5	65.7	83.7	93.6
Nidwalden	123.0	175.5	108.4	103.7
Obwalden	62.6	90.6	70.0	77.1
Schaffhausen	168.9	68.5	117.1	79.8
Schwyz	166.0	79.0	67.0	54.0
Solothurn	117.0	106.6	111.1	86.2
St. Gallen	150.1	151.8	145.1	111.5
Thurgau	106.7	170.5	88.7	85.8
Ticino	150.4	137.3	107.1	71.1
Uri	201.2	139.6	87.9	79.3
Valais / Wallis	130.9	108.6	126.9	78.2
Vaud	124.0	104.0	154.9	103.8
Zug	222.9	241.5	317.5	153.4
Zürich	54.2	72.9	78.1	83.5

Remarques générales/ Allgemeingültige Fussnote - TI - données partielles (134 communes/147) ; indicateurs 2011 calculés au net d'une opération de réévaluation des biens administratifs de Fr. 250 mio effectuée par la ville de Lugano – **JU** – Calcul différent de certains indicateurs.

Selbstfinanzierung: Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen und dem Bilanzfehlbetrag zuzüglich Saldo der laufenden Rechnung, zuzüglich Einlagen in Spezialfinanzierungen, abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Nettoinvestition: Investitionsausgaben abzüglich Investitionseinnahmen ohne durchlaufende Beiträge, Passivierungen und Aktivierungen

Autofinancement: Les amortissements comptables du patrimoine administratif et les amortissements du découvert +/- le solde du compte de fonctionnement

+ les attributions aux financements spéciaux - les prélèvements sur les financements spéciaux

Investissement net: Les dépenses d'investissement reportées au bilan, diminuées des recettes d'investissement reportées au bilan (sans les montants des dits reports ainsi que ceux relatifs aux subventions redistribuées)

Richtwerte – Selbstfinanzierungsgrad

> 100 %	ideal
70 % - 100 %	gut bis vertretbar
< 70 %	problematisch

Valeurs indicatives - Degré d'autofinancement

> 100 %	idéal
70 % - 100 %	bon à acceptable
< 70 %	problématique

• Der **Selbstfinanzierungsgrad** zeigt an, in welchem Ausmass Neuinvestitionen durch selbst erwirtschaftete Mittel finanziert werden können. Ein Selbstfinanzierungsgrad unter 100% führt zu einer Neuverschuldung. Liegt dieser Wert über 100%, können Schulden abgebaut werden. Werte zwischen 70 und 100% bedeuten eine noch verantwortbare Neuverschuldung.

• Le **degré d'autofinancement** détermine la part des revenus affectée au financement des investissements nouveaux. Un degré inférieur à 100% est l'indice d'une augmentation de l'endettement ; un degré supérieur à 100% est l'indice du désendettement. Des valeurs situées entre 70 et 100% sont l'indice d'une augmentation de l'endettement supportable.

Mit 83.2% verlässt der Medianwert erstmals seit 1998 die Idealzone und fällt in die Bewertungs-kategorie „gut bis vertretbar“ ab.

Avec 83.2%, la valeur médiane franchit pour la première fois depuis 1998 le plancher idéal et tombe dans l'appréciation bon à acceptable.

Die Untergrenze oder der Tiefstwert und damit die schlechteste Bewertung liegt bei 24.5%.

La borne ou valeur extrême inférieure qui marque la plus mauvaise appréciation s'écroule à 24.5%.

Der Höchstwert bzw. die beste Bewertung steigt wiederum auf 449.4% an, was das zweitbeste Resultat ist seit der Daten-Erhebung 1991.

Celle supérieure de la meilleure appréciation grimpe à nouveau avec 449.4%, soit le 2^{ème} meilleur résultat depuis la saisie des données en 1991.

Die Gemeindefinanzkennzahl verschlechtert sich in 21 von 26 Kantonen zwischen 2009 und 2012.

Les communes de 21 cantons sur 26 voient l'indicateur se péjorer entre 2009 et 2012.

6 Kantone fallen in der Bewertung „problematisch“.

Les municipalités de 6 cantons se retrouvent dans une appréciation problématique.

Insgesamt erkennen wir bei dieser Kennzahl eine Abwärtsentwicklung, was aber nicht automatisch eine schwierige Lage bedeutet. Sehr wichtig ist, dass man bei der Analyse der Finanzlage die Entwicklung über einen gewissen Zeitraum verfolgt und auch weitere Indikatoren in die Betrachtung miteinbezieht. Zudem müssen die Gründe aufgezeigt werden. So gibt ein beträchtliches Investitionsvolumen weniger Anlass zur Sorge als ein Rückgang bei der Selbstfinanzierungsmarge.

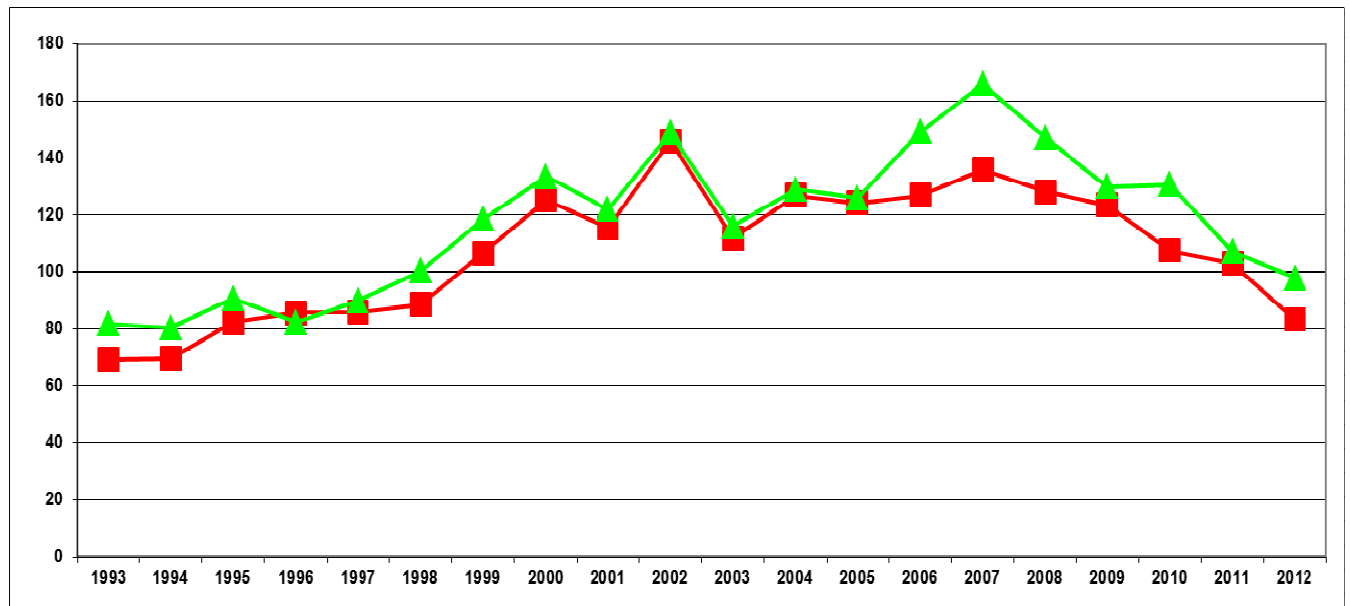
Dans l'ensemble, nous constatons une évolution négative de l'indicateur. Par contre, cela ne traduit pas automatiquement une situation difficile. En effet, il est très important, dans le cadre d'une analyse de la situation financière, de suivre l'évolution sur une certaine durée et de compléter cet image par l'intégration d'autres indicateurs. De plus, les raisons doivent être identifiées. Un volume important des investissements est moins préoccupant qu'une baisse de la marge d'autofinancement.

Selbstfinanzierungsgrad

Median - Mittelwert

Degré d'autofinancement

Médiane - Moyenne



Richtwerte

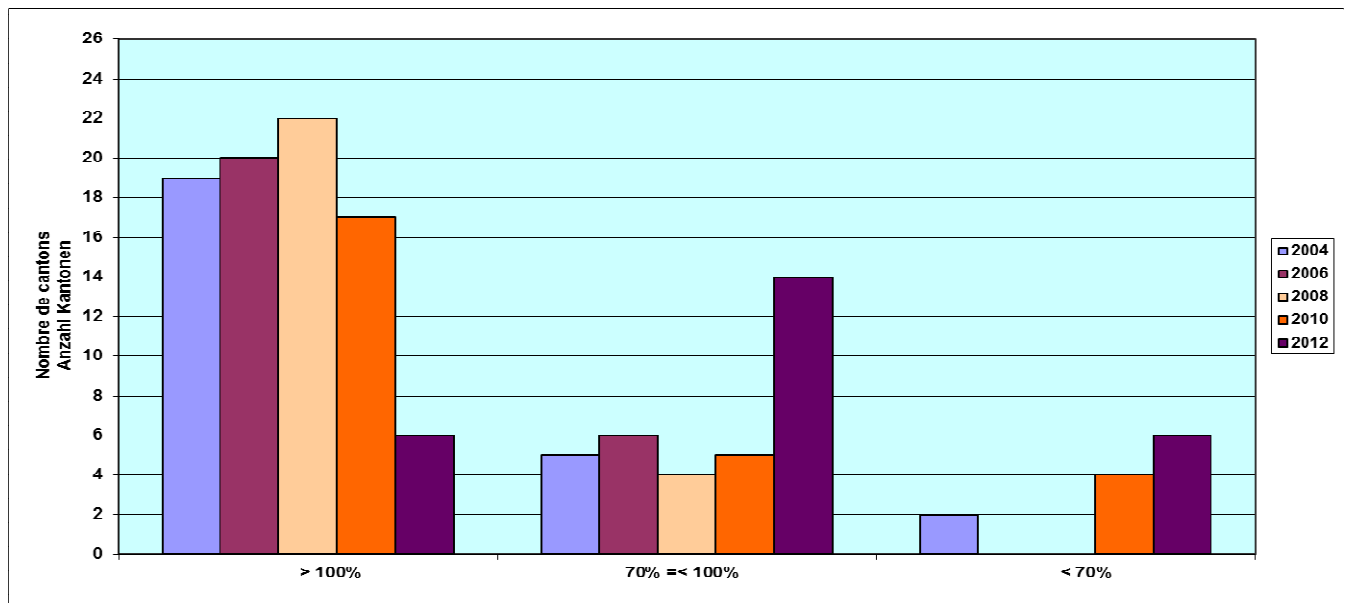
> 100 %
70 % - 100 %
< 70 %

ideal
gut bis vertretbar
problematisch

Valeurs indicatives

> 100 %
70 % - 100 %
< 70 %

idéal
bon à acceptable
problématique



Selbstfinanzierungsanteil Capacité d'autofinancement

 Selbstfinanzierung in Prozenten
des Finanzertrags

 L'autofinancement en pour-cent
des revenus financiers

	2009	2010	2011	2012
Aargau	12.5	9.6	12.5	9.8
Appenzell A. Rh.	---	---	--	--
Appenzell I. Rh.	8.8	12.7	7.0	4.5
Basel-Landschaft	9.3	9.4	12.3	8.4
Basel-Stadt	10.9	19.6	9.2	9.7
Bern / Berne	11.8	11.8	11.1	8.5
Fribourg / Freiburg	12.2	12.1	11.3	11.2
Genève	22.7	18.9	14.2	12.2
Glarus	13.5	5.9	15.7	2.7
Graubünden	16.1	16.0	15.9	18.7
Jura	10.1	7.0	6.1	9.8
Luzern	9.6	6.9	6.4	4.8
Neuchâtel	6.4	6.1	7.2	7.4
Nidwalden	13.0	14.8	12.9	9.9
Obwalden	10.5	17.3	10.4	7.3
Schaffhausen	12.3	7.6	9.5	9.2
Schwyz	15.2	9.6	7.3	5.9
Solothurn	11.7	10.8	10.7	7.2
St. Gallen	14.7	14.5	13.5	11.8
Thurgau	15.8	17.4	11.8	11.7
Ticino	16.3	16.1	14.5	9.2
Uri	12.4	13.1	7.0	6.2
Valais / Wallis	21.4	20.4	22.9	19.7
Vaud	10.8	11.6	8.8	11.2
Zug	16.3	12.3	16.4	11.8
Zürich	12.1	8.6	8.7	8.3

Selbstfinanzierung: Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen und dem Bilanzfehlbetrag zuzüglich Saldo der laufenden Rechnung, zuzüglich Einlagen in Spezialfinanzierungen, abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Finanzertrag: Ertrag der laufenden Rechnung abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen, durchlaufende Beiträge und interne Verrechnungen

Autofinancement: Les amortissements comptables du patrimoine administratif et les amortissements du découvert +/- le solde du compte de fonctionnement + les attributions aux financements spéciaux - les prélèvements sur les financements spéciaux

Revenus financiers: Les revenus du compte de fonctionnement, diminués des prélèvements sur les financements spéciaux, des subventions à redistribuer et des imputations internes

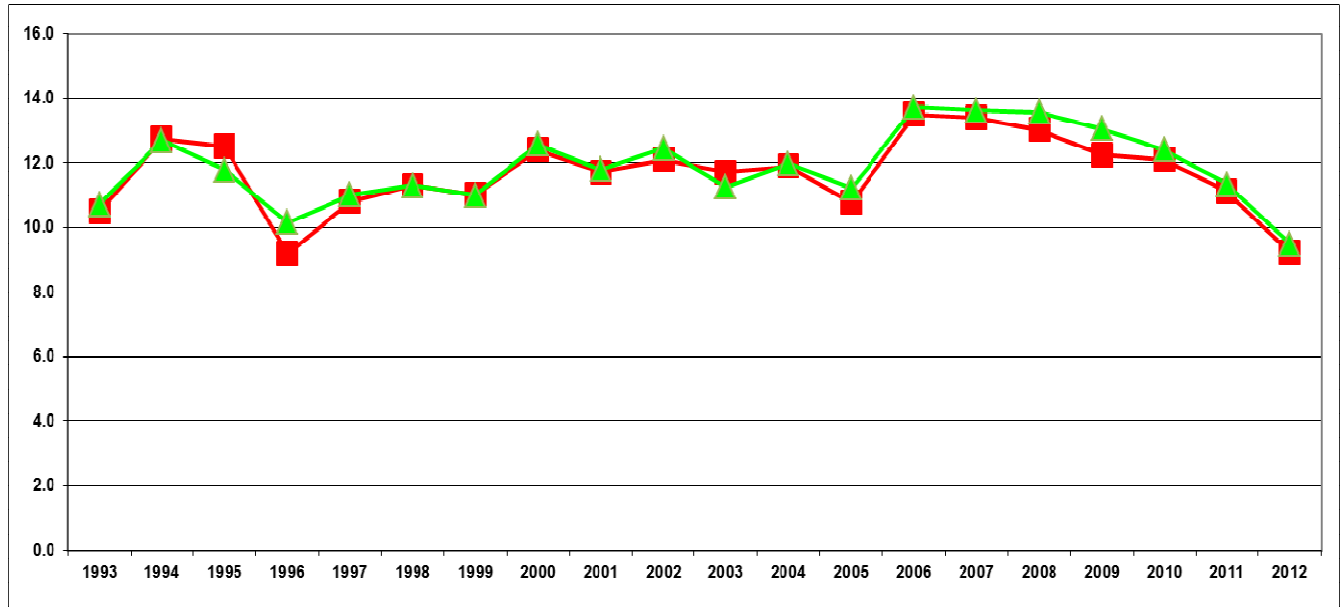
Richtwerte – Selbstfinanzierungsanteil		Valeurs indicatives - Capacité d'autofinancement	
> 20 %	gut	> 20 %	bonne
10 % - 20 %	mittel	10 % - 20 %	moyenne
< 10 %	schwach	< 10 %	faible
<ul style="list-style-type: none"> Der Selbstfinanzierungsanteil charakterisiert die Finanzkraft und den finanziellen Spielraum einer Gemeinde. Ein Anteil unter 10% weist auf eine schwache Investitionskraft hin. Werte über 20% sind sehr gut und bedeuten eine gute Investitionskapazität. 		<ul style="list-style-type: none"> La capacité d'autofinancement caractérise la capacité, respectivement la marge financière dont une commune dispose. Une part inférieure à 10% est l'indice d'une faible capacité d'investissement. Les valeurs supérieures à 20% sont l'indice d'une bonne capacité d'investissement. 	
<p>Ein Kanton berechnet diese Kennzahl nicht.</p> <p>Der Medianwert egalisiert mit 9.2% den Negativrekord von 1996. Das erste Mal erhält er die Bewertung „schwach“.</p> <p>Der Tiefstwert geht von 6.4% (2009) auf 2.7% zurück.</p> <p>Der Höchstwert (19.7%) rutscht von der besten auf die Bewertung „mittel“ ab.</p> <p>In 22 von 25 Kantonen hat sich diese Gemeindefinanzkennzahl verschlechtert.</p> <p>In 17 Kantonen befinden sich die Gemeinden in der Kategorie „schwach“.</p> <p>Die negative Entwicklung der Finanzlage zeigt sich ebenfalls bei dieser Kennzahl. Die Bemerkung zum Selbstfinanzierungsgrad gilt auch für den Selbstfinanzierungsanteil, mit einem Unterschied. Sorgen würde hier ein sinkender Finanzertrag bereiten, da dieser die Selbstfinanzierungsmarge erheblich beeinflusst.</p>		<p>Un canton ne calcule pas cet indicateur.</p> <p>La valeur médiane avec 9.2% égalise le record négatif de 1996. Elle passe pour la première fois dans l'appréciation faible.</p> <p>La valeur extrême inférieure régresse de 6.4% (2009) à 2.7%.</p> <p>Celle supérieure de 19.7% quitte la meilleure appréciation pour la classe moyenne.</p> <p>Les communes de 22 cantons sur 25 voient l'indicateur se péjorer.</p> <p>Les municipalités de 17 cantons entrent dans la catégorie faible.</p> <p>L'évolution négative des états financiers se retrouve également dans les valeurs de cet indicateur. La remarque émise en regard de l'indicateur du degré d'autofinancement peut être reprise avec une différence, soit, les préoccupations proviendraient d'une baisse des revenus financiers, revenus qui influent notablement sur la marge d'autofinancement.</p>	

Selbstfinanzierungsanteil

Median - Mittelwert

Capacité d'autofinancement

Médiane - Moyenne

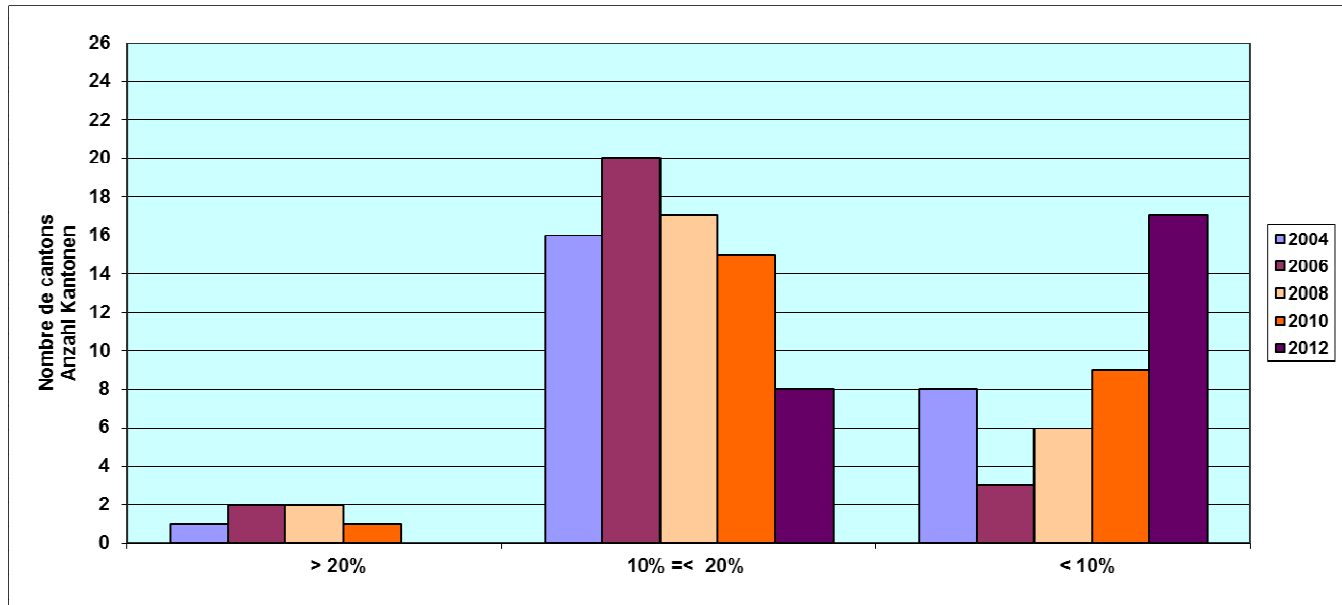


Selbstfinanzierungsanteil

> 20 % gut
 10 % - 20 % mittel
 < 10 % schwach

Capacité d'autofinancement

> 20 % bonne
 10 % - 20 % moyenne
 < 10 % faible



Zinsbelastungsanteil Quotité des intérêts

Nettozinsen in Prozenten
des Finanzertrages

Les intérêts nets en pour-cent
des revenus financiers

	2009	2010	2011	2012
Aargau	1.2	0.9	0.6	0.5
Appenzell A. Rh.	1.5	1.2	1.0	0.8
Appenzell I. Rh.	---	---	---	---
Basel-Landschaft	-1.6	-2.0	-8.2	-6.3
Basel-Stadt	-3.9	-2.6	-1.8	-2.2
Bern / Berne	-0.4	0.3	0.0	-0.6
Fribourg / Freiburg	2.3	2.0	1.8	1.7
Genève	-1.2	-1.6	-1.6	-1.8
Glarus	-0.7	-2.1	1.3	1.1
Graubünden	-2.9	-2.9	-3.4	-3.5
Jura	4.9	4.3	4.1	3.8
Luzern	-0.4	-0.9	-1.1	-1.2
Neuchâtel	0.1	-0.6	-1.0	-1.8
Nidwalden	0.2	-0.1	0.0	0.6
Obwalden	-0.4	-0.2	0.1	1.6
Schaffhausen	-3.3	-2.0	-4.0	-3.6
Schwyz	0.0	-0.2	-0.3	-0.3
Solothurn	-0.1	-0.1	-0.4	-0.6
St. Gallen	-0.7	-1.6	-1.9	-4.6
Thurgau	-2.2	-2.5	-2.5	-2.8
Ticino	-1.2	-1.4	-1.2	-1.6
Uri	-0.6	-0.6	-1.3	0.5
Valais / Wallis	0.1	0.0	-0.3	-0.7
Vaud	3.2	3.2	3.0	2.9
Zug	-0.6	-0.8	-1.6	-0.6
Zürich	-2.3	-1.0	-0.8	-0.8

Nettozinsen: Passivzinsen abzüglich Vermögenserträge vermindert um den Aufwand für Liegenschaften des Finanzvermögens

Finanzertrag: Ertrag der laufenden Rechnung abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen, durchlaufende Beiträge und interne Verrechnungen

Intérêts nets: Les intérêts passifs, diminués des revenus des biens, diminués eux des charges des immeubles et domaines du patrimoine financier

Revenus financiers: Les revenus du compte de fonctionnement, diminués des prélèvements sur les financements spéciaux, des subventions à redistribuer et des imputations internes

Richtwerte - Zinsbelastungsanteil

< 2 %	tief
2 % - 5 %	mittel
5 % - 8 %	hoch
> 8 %	sehr hoch

Valeurs indicatives - Quotité des intérêts

< 2 %	faible
2 % - 5 %	moyenne
5 % - 8 %	forte
> 8 %	très forte

• Ein **Zinsbelastungsanteil** bis 2% gilt noch als klein, ab 5% jedoch bereits als hoch und über 8% als sehr hoch.

• La **quotité des intérêts** est considérée comme faible jusqu'à 2%; dès 5%, elle est déjà élevée, et à partir de 8% elle est considérée comme très élevée.

Ein Kanton berechnet diese Kennzahl nicht.

Un canton ne calcule pas cet indicateur.

Trotz leichter Zunahme um 0.2% bleibt der Medianwert mit -0.6% im negativen Bereich.

La valeur médiane avec - 0.6% reste négative malgré un léger sursaut à la hausse de 0.2%.

Die Obergrenze entwickelt sich positiv nach unten von 4.9% (2009) auf 3.8%, so tief wie noch nie.

La borne supérieure évolue positivement de 4.9% (2009) à 3.8%, soit la meilleure valeur enregistrée.

Der beste Wert erreicht -6.3%, was der zweitbeste Wert seit 1991 ist.

Celle inférieure régresse à -6.3% qui représente le 2^{ème} rang depuis 1991.

Bei 6 von 25 Kantonen verschlechtert sich diese Kennzahl.

6 cantons sur 25 voient l'indicateur se péjorer.

Die Anzahl Kantone mit einem positiven Zinsergebnis bleibt bei 16 (negativer Wert).

Le nombre de cantons qui présente un rendement positif reste à 16 (indicateur négatif).

Alle 25 Kantone, welche diese Kennzahl ermitteln, liegen im Bewertungsbereich „mittel“ bis „tief“.

Tous les 25 cantons qui génèrent l'indicateur sont appréciés « moyen à faible ».

Dies zeigt in ausdrücklicher Weise die positive Entwicklung auf dem Finanzmarkt. Aber Vorsicht ist angebracht. Die Kurve dürfte sich durchaus wieder ändern. Erinnern wir uns doch nur an den durchschnittlichen 6-Monats-Libor von 8.183% im 1991, und das im Vergleich zu den 0.148% im 2012.

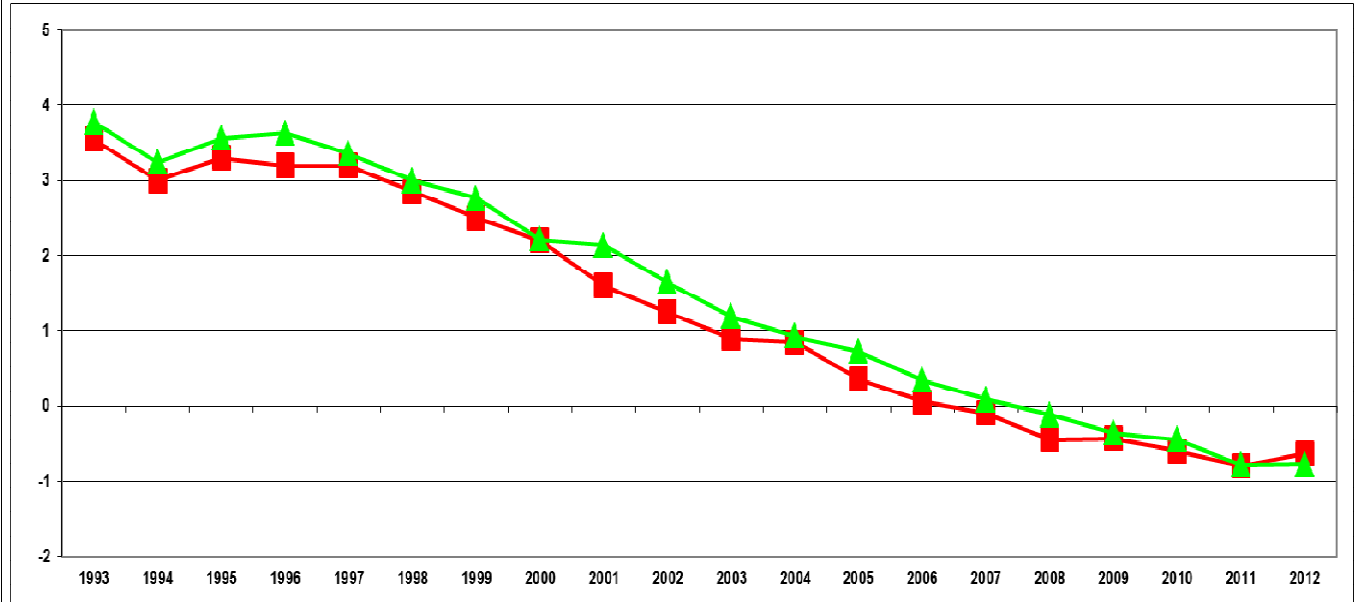
Cela traduit ainsi explicitement l'évolution positive du marché monétaire et nous fait oublier, attention quand même si la courbe devait changer, que le taux moyen Libor à 6 mois en 1991 s'élevait à 8.183% contre 0.148% en 2012.

Zinsbelastungsanteil

Median - Mittelwert

Quotité des intérêts

Médiane - Moyenne

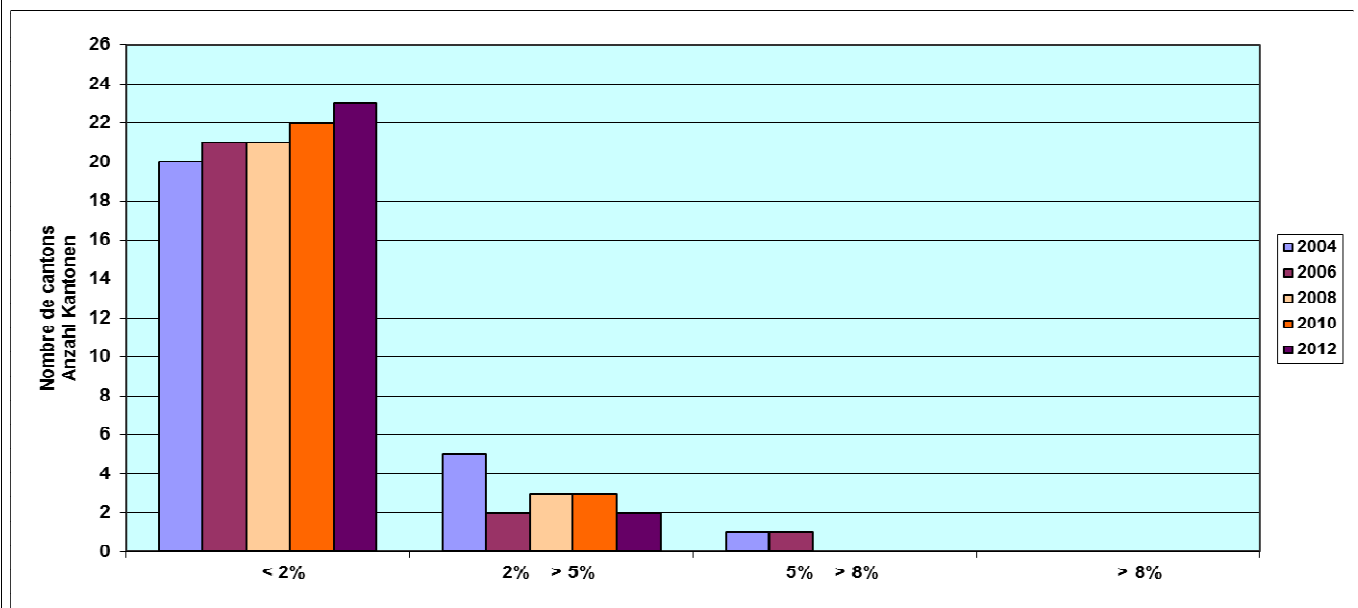


Zinsbelastungsanteil

< 2 % tief
 2 % - 5 % mittel
 5 % - 8 % hoch
 > 8 % sehr hoch

Quotité des intérêts

< 2 % faible
 2 % - 5 % moyenne
 5 % - 8 % forte
 > 8 % très forte



Kapitaldienstanteil Quotité de la charge financière

Kapitaldienst in Prozenten
des Finanzertrages

Les charges financières en pour-cent
des revenus financiers

	2009	2010	2011	2012
Aargau	6.0	5.6	4.9	4.2
Appenzell A. Rh.	10.7	11.5	10.7	9.4
Appenzell I. Rh.	---	---	---	---
Basel-Landschaft	3.3	2.7	-3.9	-2.0
Basel-Stadt	0.4	1.7	1.9	1.0
Bern / Berne	6.3	7.0	5.8	5.3
Fribourg / Freiburg	6.9	6.6	6.1	5.9
Genève	8.3	8.1	9.3	8.3
Glarus	7.4	6.0	13.4	11.8
Graubünden	6.2	6.4	6.2	5.8
Jura	12.0	11.5	11.2	10.5
Luzern	2.6	2.2	2.4	2.3
Neuchâtel	5.4	4.9	4.4	3.3
Nidwalden	5.7	6.7	6.6	12.8
Obwalden	9.0	8.8	9.1	12.0
Schaffhausen	1.8	3.7	1.7	2.0
Schwyz	5.2	5.7	6.4	6.5
Solothurn	4.5	4.3	4.0	3.6
St. Gallen	8.5	8.2	7.3	4.8
Thurgau	5.4	4.9	4.7	3.2
Ticino	6.3	6.7	6.4	6.7
Uri	3.5	4.9	2.6	6.3
Valais / Wallis	---	---	---	---
Vaud	---	---	---	---
Zug	6.0	5.3	4.2	7.1
Zürich	3.9	5.4	5.6	5.4

Kapitaldienst: Passivzinsen und ordentliche Abschreibungen abzüglich Vermögenserträge vermindert um den Aufwand für Liegenschaften des Finanzvermögens

Finanzertrag: Ertrag der laufenden Rechnung abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen, durchlaufende Beiträge und interne Verrechnungen

Charges financières: Les intérêts passifs et les amortissements comptables, diminués des charges des immeubles et domaines du patrimoine financier

Revenus financiers: Les revenus du compte de fonctionnement, diminués des prélèvements sur les financements spéciaux, des subventions à redistribuer et des imputations internes

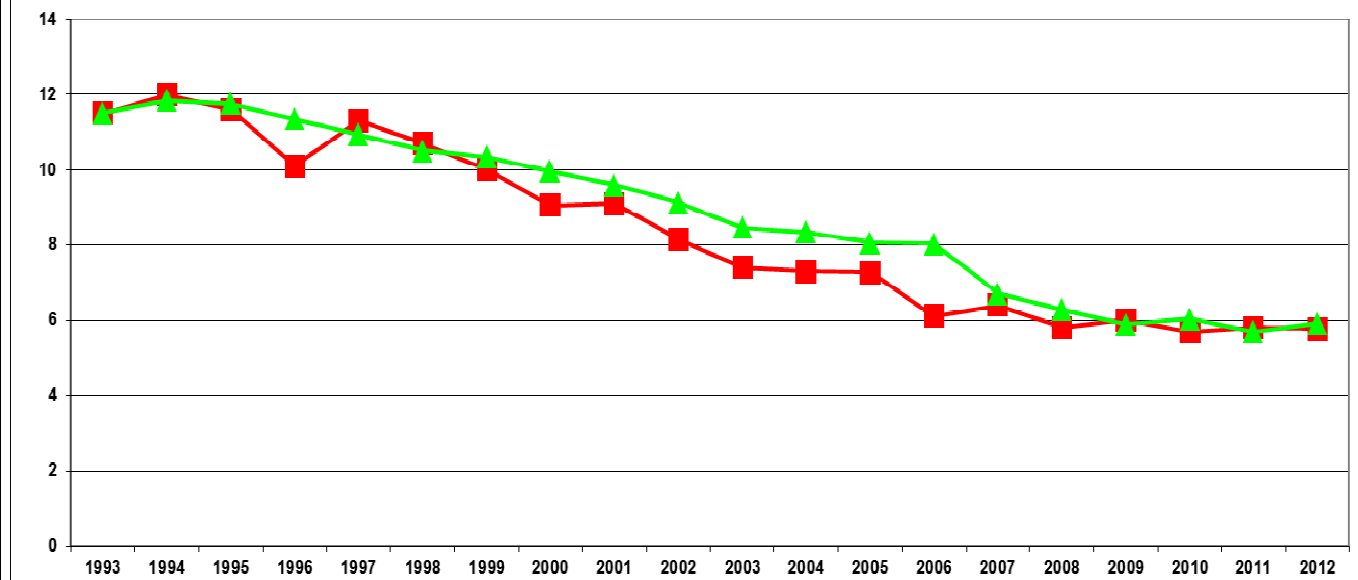
Richtwerte – Kapitaldienstanteil		Valeurs indicatives - Quotité de la charge financière	
< 5 %	tief	< 5 %	faible
5 % - 15 %	tragbar	5 % - 15 %	supportable
15 % - 25 %	hoch bis sehr hoch	15 % - 25 %	élevée à très élevée
> 25 %	kaum noch tragbar	> 25 %	à peine supportable
<ul style="list-style-type: none"> Der Kapitaldienstanteil ist die Messgrösse für die Belastung des Haushaltes mit Kapitalkosten. Ein hoher Kapitaldienstanteil ab 15% und mehr weist auf einen hohen Abschreibungsbedarf und/oder eine hohe Verschuldung hin. 		<ul style="list-style-type: none"> La quotité de la charge financière détermine la part des charges financières induites par le service de la dette mesurée aux revenus. Une part supérieure à 15% est l'indice d'un besoin élevé au niveau des amortissements comptables et/ou d'un endettement élevé. 	
<p>Drei Kantone berechnen diese Kennzahl nicht.</p> <p>Der Medianwert bleibt stabil bei 5.8% stabil und liegt 0.1% über dem Bestwert von 2010.</p> <p>Der schlechteste Wert hat mit 12.8% eine zunehmende Tendenz, nachdem er sich im 2010 zwischenzeitlich auf 11.5% verbesserte.</p> <p>Der beste Wert zeigt mit -2.0% ebenfalls einen Aufwärtstrend. Er bleibt aber noch unter der Nullgrenze.</p> <p>Bei 10 von 23 Kantonen verschlechtert sich diese Kennzahl.</p> <p>Alle 23 Kantone, welche diese Kennzahl ermitteln, liegen im Bewertungsbereich „tragbar“ bis „tief“.</p>		<p>3 cantons ne calculent pas cet indicateur.</p> <p>La valeur médiane confirme sa stabilité à 5.8% soit à 0.1% de la meilleure valeur de 2010.</p> <p>La valeur extrême inférieure à 12.8% prend une tendance haussière après le plancher à 11.5% atteint en 2010.</p> <p>Celle supérieure à - 2.0% amorce également une tendance à la hausse mais en restant encore en dessous de la barre du zéro.</p> <p>10 cantons sur 23 voient l'indicateur se péjorer.</p> <p>Tous les 23 cantons qui génèrent l'indicateur sont appréciés « supportable à faible ».</p>	

Kapitaldienstanteil

Median - Mittelwert

Quotité de la charge financière

Médiane - Moyenne

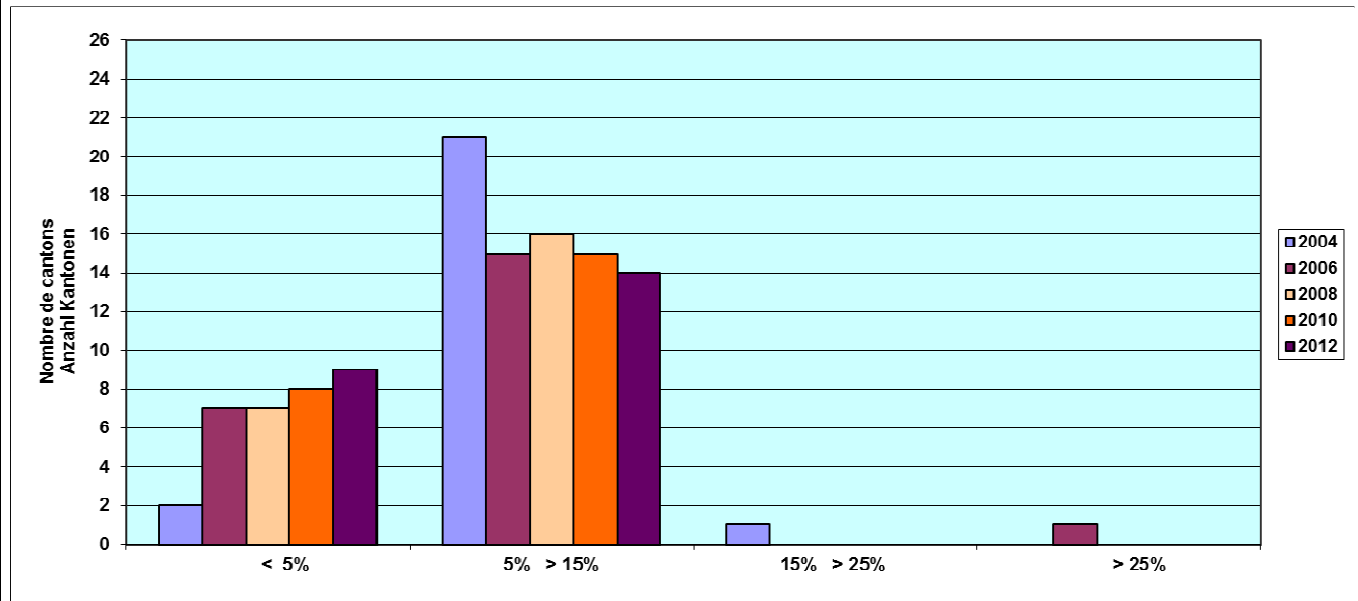


Kapitaldienstanteil

- < 5 % tief
- 5 % - 15 % tragbar
- 15 % - 25 % hoch bis sehr hoch
- > 25 % kaum noch tragbar

Quotité de la charge financière

- < 5 % faible
- 5 % - 15 % supportable
- 15 % - 25 % élevée à très élevée
- > 25 % à peine supportable



Bruttoverschuldungsanteil Endettement brut par rapport aux revenus

Bruttoschulden (inklusive Sonderrechnungen) in
Prozenten des Finanzertrages

Dettes brutes (y compris celles des entités particulières)
en pour-cent du revenu financier

	2009	2010	2011	2012
Aargau	49.0	43.3	37.0	36.4
Appenzell A. Rh.	86.7	84.6	81.7	86.7
Appenzell I. Rh.	39.6	25.1	25.5	22.7
Basel-Landschaft	86.1	86.1	75.0	72.7
Basel-Stadt	114.0	100.6	107.6	133.7
Bern / Berne	87.9	88.5	94.5	93.2
Fribourg / Freiburg	104.0	99.1	95.5	96.3
Genève	112.5	110.6	112.6	110.9
Glarus	77.2	72.6	91.6	80.1
Graubünden	88.2	85.4	86.4	83.5
Jura	192.0	195.7	192.4	186.5
Luzern	---	---	---	---
Neuchâtel	161.9	155.2	147.6	135.0
Nidwalden	---	---	---	-
Obwalden	97.8	90.8	97.1	108.5
Schaffhausen	83.2	92.2	89.3	96.4
Schwyz	57.0	53.0	77.0	80.0
Solothurn	89.3	94.6	58.5	57.8
St. Gallen	99.6	100.3	102.4	103.4
Thurgau	60.9	56.6	51.9	48.9
Ticino	138.2	137.4	134.7	144.4
Uri	98.8	88.3	89.9	98.8
Valais / Wallis	87.1	82.6	77.3	89.1
Vaud	112.9	114.9	117.5	118.1
Zug	---	---	---	37.7
Zürich	60.6	63.8	62.6	62.6

Bruttoschulden: Kurzfristige Schulden zuzüglich mittel- und langfristige Schulden und Schulden an Sonderrechnungen.

Finanzertrag: Ertrag der laufenden Rechnung abzüglich Entnahmen aus Spezialfinanzierungen, durchlaufende Beiträge und interne Verrechnungen.

Dettes brutes: Dettes à court terme plus dettes à moyen et à long termes et dettes des entités particulières

Revenus financiers: Les revenus du compte de fonctionnement, diminués des prélèvements sur les financements spéciaux, des subventions à redistribuer et des imputations internes

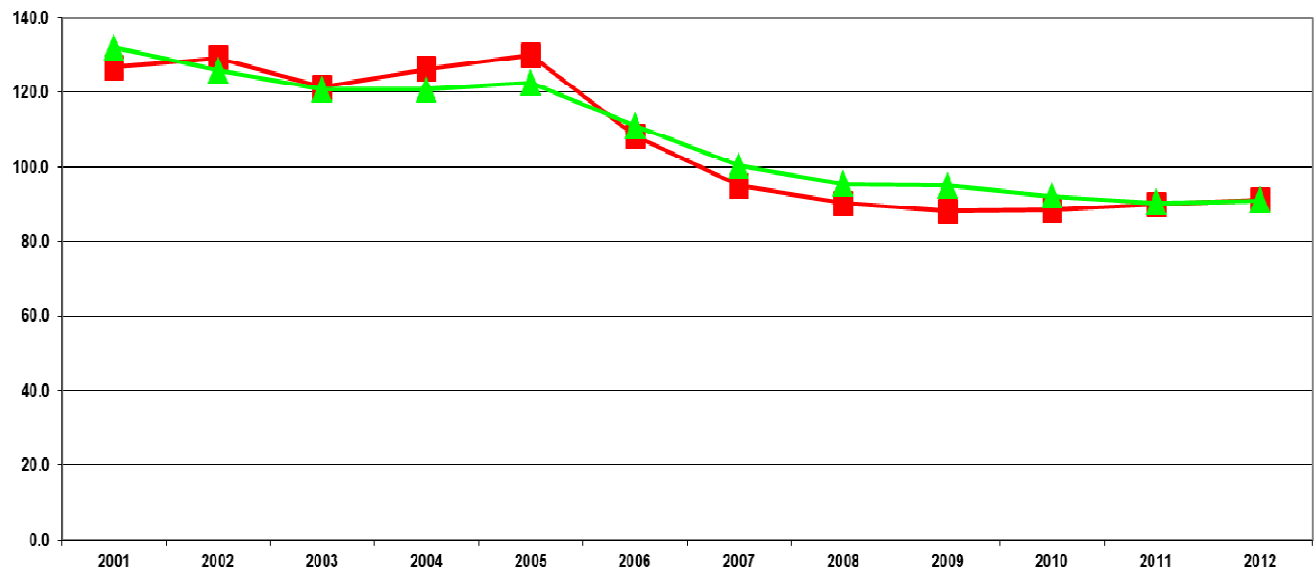
Richtwerte - Bruttoverschuldungsanteil < 50 % sehr gut 50 % - 100 % gut 100 % - 150 % mittel 150 % - 200 % schlecht > 200 % kritisch	Valeurs indicatives - dette brute sur revenus < 50 % très bon 50 % - 100 % bon 100 % - 150 % moyen 150 % - 200 % mauvais > 200 % critique
<ul style="list-style-type: none"> Der Bruttoverschuldungsanteil zeigt an, wie viele Prozente vom Finanzertrag benötigt werden, um die Bruttoschulden abzutragen. <p>Die Verschuldung gilt als kritisch, wenn der Schwellenwert über 200% liegt; Werte von 100% und tiefer werden als gut eingestuft.</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'endettement brut par rapport aux revenus mesure en pour-cent la part des revenus nécessaire à l'amortissement intégral de la dette brute. <p>Un endettement supérieur à 200% est considéré comme critique ; les valeurs de 100% ou inférieures sont considérées comme bonnes.</p>
<p>Zwei Kantone berechnen diese Kennzahl nicht.</p> <p>Der Medianwert bewegt sich in einer engen Bandbreite um die 90%. 2012 liegt er bei 91.2%.</p> <p>Der schlechteste Wert verbessert sich leicht und geht von 192.0% auf 186.5% zurück. Er bleibt damit nahe an der Bewertung „kritisch“.</p> <p>Der beste Wert bestätigt seinen bisherigen Trend und erreicht mit 22.7% einen neuen Spitzenwert.</p> <p>Bei 11 von 24 Kantonen verschlechtert sich diese Kennzahl.</p> <p>Bei 23 von 24 Kantonen fällt die Bewertung dieser Kennzahl zwischen „mittel“ und „sehr gut“ aus, d.h. der Wert liegt unter 150%.</p>	<p>2 cantons ne calculent pas cet indicateur.</p> <p>La valeur médiane évolue dans une marge très restreinte aux environs de 90% pour atteindre 91.2% en 2012.</p> <p>La borne inférieure s'améliore un peu et passe de 192% à 186.5 % et reste à vue du plancher de l'appréciation « critique ».</p> <p>Celle supérieure confirme son trend passé et, avec 22.7% atteint une nouvelle meilleure performance.</p> <p>11 cantons sur 24 voient l'indicateur se péjorer.</p> <p>23 cantons sur 24 génèrent un indicateur qui est apprécié entre « moyen » et « très bon », soit avec une valeur inférieure à 150%.</p>

Bruttoverschuldungsanteil

Median - Mittelwert

Endettement brut par rapport aux revenus

Médiane - Moyenne

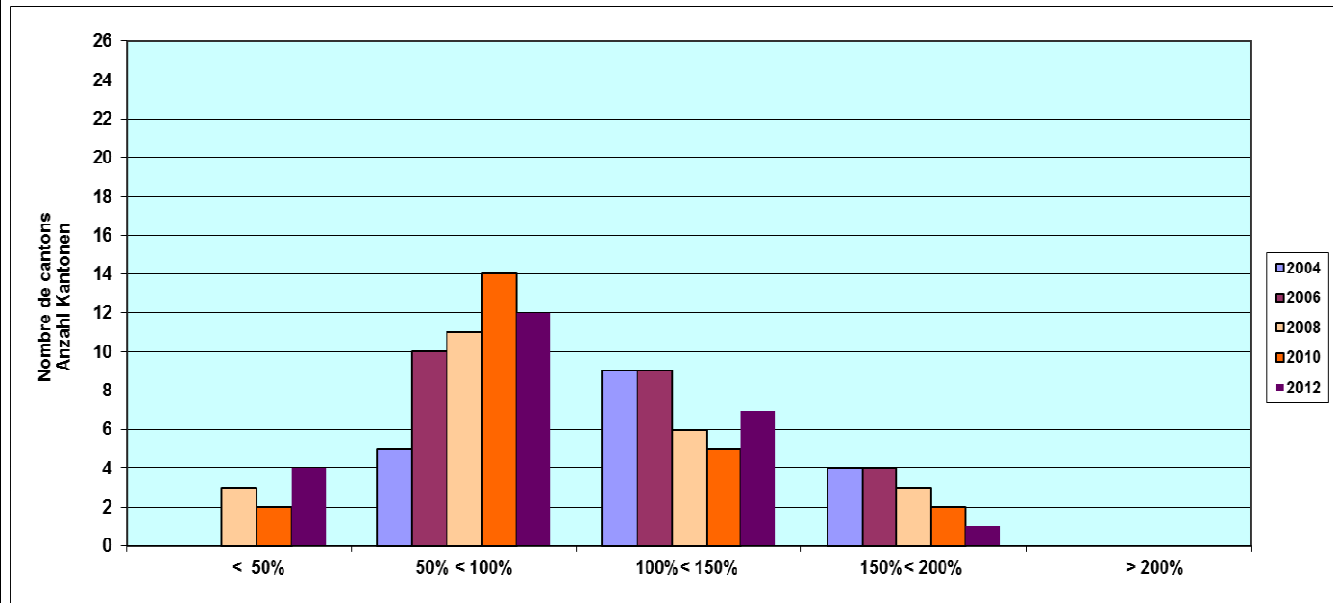


Richtwerte - Bruttoverschuldungsanteil

< 50 %	sehr gut
50 % - 100 %	gut
100 % - 150 %	mittel
150 % - 200 %	schlecht
> 200 %	kritisch

Valeurs indicatives - dette brute sur revenus

< 50 %	très bon
50 % - 100 %	bon
100 % - 150 %	moyen
150 % - 200 %	mauvais
> 200 %	critique



Investitionsanteil Quotité d'investissement

Bruttoinvestitionen in Prozenten
der konsolidierten Ausgaben

Investissements bruts exprimés en
pour-cent des dépenses consolidées

	2009	2010	2011	2012
Aargau	11.9	11.3	11.9	12.9
Appenzell A. Rh.	13.0	13.6	14.2	13.9
Appenzell I. Rh.	7.4	5.9	10.7	8.9
Basel-Landschaft	11.2	11.4	13.3	9.1
Basel-Stadt	7.5	7.0	8.3	9.6
Bern / Berne	11.9	11.4	11.1	10.9
Fribourg / Freiburg	18.0	15.7	15.9	18.8
Genève	15.2	16.6	16.3	16.5
Glarus	20.9	17.0	11.5	13.3
Graubünden	23.8	24.5	23.6	23.8
Jura	---	---	---	---
Luzern	---	---	---	---
Neuchâtel	9.8	10.7	10.8	10.0
Nidwalden	19.1	18.6	20.6	12.6
Obwalden	20.7	23.6	20.8	16.6
Schaffhausen	12.4	13.7	14.0	16.7
Schwyz	14.0	19.5	15.0	15.0
Solothurn	13.3	13.8	13.3	12.3
St. Gallen	11.9	11.6	11.5	12.1
Thurgau	18.8	14.6	16.6	16.1
Ticino	15.2	15.3	16.2	15.9
Uri	10.3	12.7	12.5	11.1
Valais / Wallis	22.4	23.6	24.1	28.2
Vaud	19.7	13.2	13.0	11.0
Zug	---	---	---	27.3
Zürich	23.3	13.3	12.7	13.4

Bruttoinvestitionen: Total aktivierte Investitionsausgaben

Konsolidierte Ausgaben: Aufwand der laufenden Rechnung zuzüglich aktivierte Investitionsausgaben abzüglich harmonisierte Abschreibungen (ordentliche und zusätzliche) auf dem Verwaltungsvermögen, Abschreibungen Bilanzfehlbetrag, durchlaufende Beiträge, Einlagen in Spezialfinanzierungen und interne Verrechnungen.

Investissement bruts: Dépenses reportées au bilan

Dépenses consolidées : Charges totales du compte de fonctionnement plus les dépenses reportées au bilan, moins les dépréciations harmonisées du patrimoine administratif, les dépréciations complémentaires du patrimoine administratif, les dépréciations du découvert du bilan, les subventions redistribuées, les attributions aux financements spéciaux et les imputations internes.

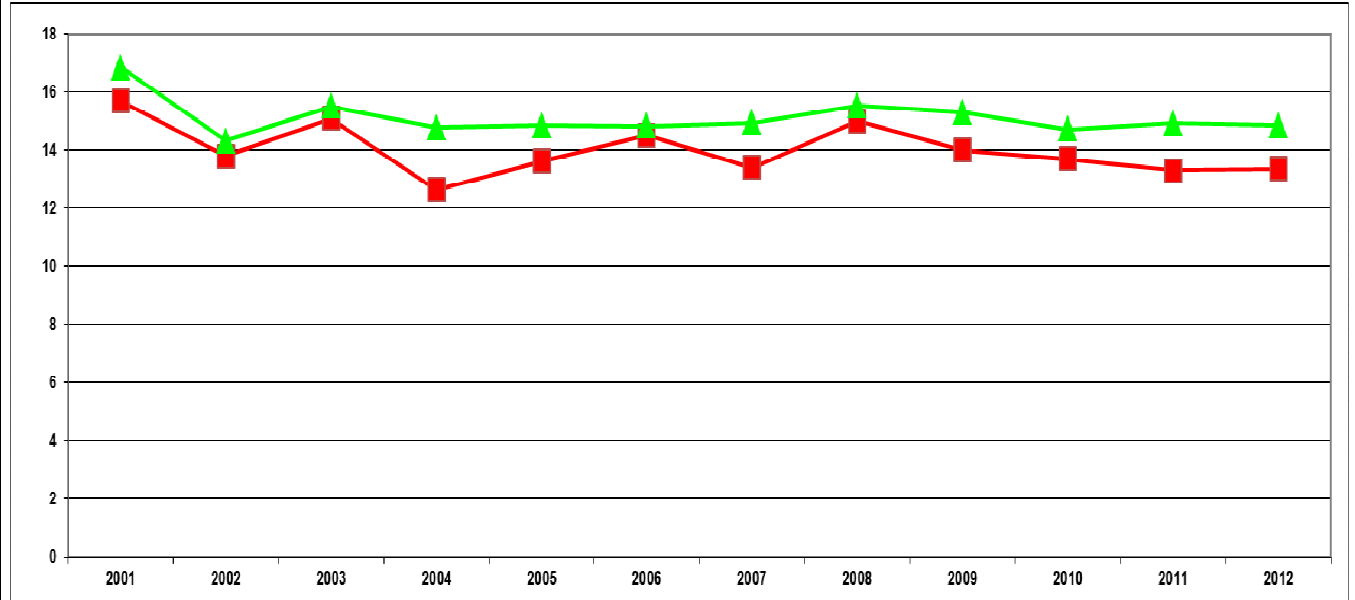
Richtwerte – Investitionsanteil Investitionstätigkeit	Valeurs indicatives - quotité d'investissement Activités d'investissements
< 10 % schwach 10 % - 20 % mittel 20 % - 30 % stark > 30 % sehr stark	< 10 % peu importantes 10 % - 20 % importance moyenne 20 % - 30 % importantes > 30 % très importantes
<ul style="list-style-type: none"> Der Investitionsanteil zeigt die Aktivität im Bereich der Investitionen und den Einfluss auf die Nettoverschuldung. Ein Wert unter 10% weist auf eine schwache, von 10 – 20% auf eine mittlere, von 20 – 30% auf eine starke und über 30% auf eine sehr starke Investitionstätigkeit hin. 	<ul style="list-style-type: none"> La quotité d'investissement mesure l'activité au niveau des investissements et son effet sur l'endettement net. Une quotité inférieure à 10% fait état d'une activité faible, celle entre 10 et 20% d'une activité moyenne, celle entre 20 et 30% d'une activité importante et, celle supérieure à 30%, d'une activité très importante au niveau des investissements.
<p>Zwei Kantone berechnen diese Kennzahl nicht.</p> <p>Der Medianwert entwickelt sich relativ stabil zwischen 15% und 13.4%.</p> <p>Der schlechteste Wert steigt von 7.4% auf 8.9%, ohne jedoch daraus ein Trend abzuleiten.</p> <p>Der beste Wert bewegt sich seit 2009 im Bereich von 25%, was eine starke Investitionstätigkeit bedeutet. 28.2% weist auf die drittstärkste Investitionstätigkeit seit 2001 hin.</p> <p>13 von 23 Kantonen verzeichnen eine Abnahme der Investitionstätigkeit.</p> <p>Auszug aus der Info Nr. 20:</p> <p><i>Da für 2009 beim Bund (Fr. 341 und 710 Mio.) und bei vielen Kantonen Förder-Programme vorgesehen sind, wird es interessant sein, die künftige Entwicklung dieser Kennzahl zu verfolgen, um festzustellen in welchem Ausmass die Gemeindeebene ihre Förderrolle wahrnimmt. Ein Investitionsanteil über 30 % wird als sehr starke Investitionstätigkeit betrachtet.</i></p> <p><i>Sollten Werte über 20 % längere Zeit unverändert bleiben, besteht die Gefahr einer Zunahme der Nettoverschuldung. Konkrete Schlussfolgerungen werden möglich sein, wenn Werte über mehrere Jahre vorliegen und jenen des Selbstfinanzierungsanteils gegenübergestellt werden.</i></p> <p>Aus den zur Verfügung gestellten Daten ist festzustellen, dass die Gemeinden ganz einfach nicht die notwendige wirtschaftliche Kraft besitzen, um eine Rolle als antizyklischer Wirtschaftsakteur einzunehmen.</p>	<p>2 cantons ne calculent pas cet indicateur.</p> <p>La valeur médiane évolue dans une marge relative stable entre 15% et 13.4%.</p> <p>La valeur extrême inférieure progresse de 7.4% à 8.9% dans un environnement sans ligne directrice.</p> <p>Celle supérieure se meut depuis 2009 dans une zone autour de 25% qui signifie une importante activité d'investissements ; 28.2% représente la 3^{ème} plus forte activité des investissements depuis 2001.</p> <p>13 cantons sur 23 enregistrent une diminution de l'activité d'investissements.</p> <p>Extrait de l'Info no 20 :</p> <p><i>Alors que la Confédération (Fr. 341 et 710 mios) et de nombreux cantons prévoient pour 2009 des programmes de relance, il sera intéressant de suivre l'évolution de cet indicateur dans le futur afin de voir dans quelle mesure le niveau communal joue également son rôle de relance. A partir d'un taux supérieur à 30 % l'activité d'investissement serait considérée comme très importante.</i></p> <p><i>Si des valeurs supérieures à 20 % persistent assez longtemps, le risque de voir l'endettement net augmenter existe. Des conclusions concrètes seront possibles lorsque les données pluriannuelles seront disponibles et qu'il sera ainsi possible de les confronter aux données de la capacité d'autofinancement.</i></p> <p>Les chiffres à disposition permettent aujourd'hui de constater que les communes municipales n'ont peut-être tout simplement pas la force économique nécessaire à jouer un rôle d'acteur économique anticyclique.</p>

Investitionsanteil

Median - Mittelwert

Quotité d'investissement

Médiane - Moyenne

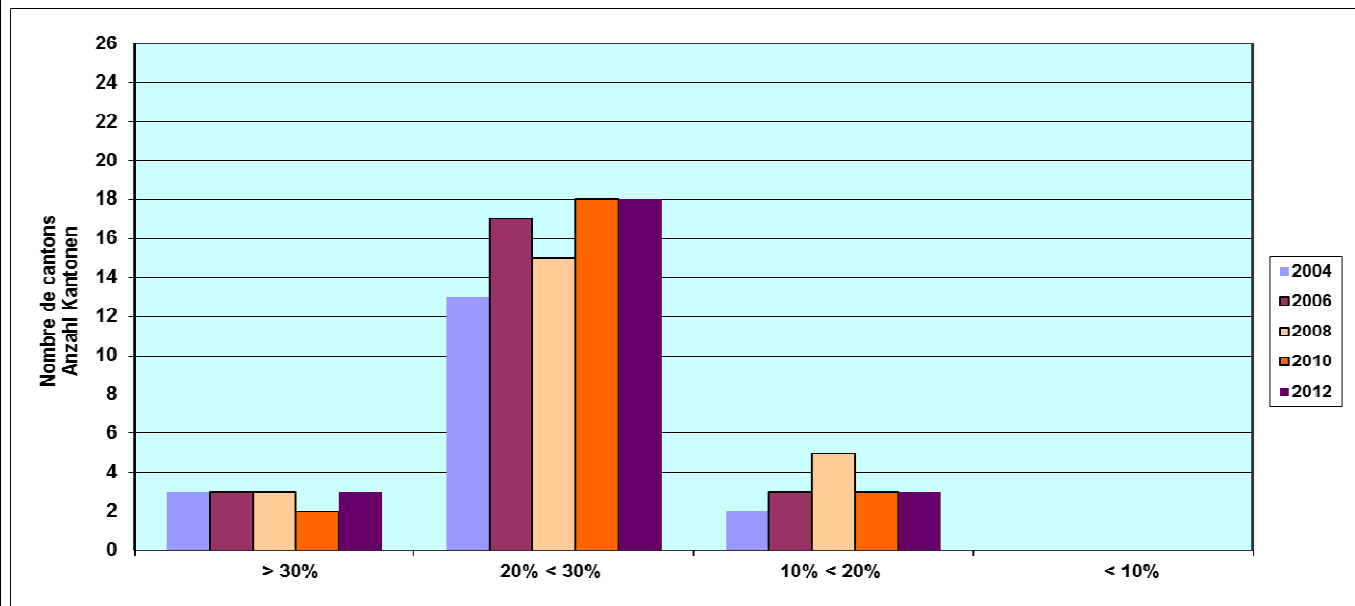


**Investitionsanteil
Investitionstätigkeit**

- < 10 % schwach
- 10 % - 20 % mittel
- 20 % - 30 % stark
- > 30 % sehr stark

**Quotité d'investissement
Activités d'investissements**

- < 10 % peu importantes
- 10 % - 20 % importance moyenne
- 20 % - 30 % importantes
- > 30 % très importantes



Nettoschuld je Einwohner Endettement net par habitant

Fremdkapital abzüglich Finanzvermögen

Les engagements diminués du patrimoine financier

	2009	2010	2011	2012
Aargau	175	62	-49	39
Appenzell A. Rh.	2'344	2'278	2'237	2'376
Appenzell I. Rh.	-925	-1'884	-1'894	-1'847
Basel-Landschaft	-415	-541	-1'002	-1'167
Basel-Stadt	13'036	9'495	8'916	9'914
Bern / Berne	---	---	---	---
Fribourg / Freiburg	1'898	1'686	1'603	1'525
Genève	-802	-963	-926	-781
Glarus	-848	-614	-1'894	-1'797
Graubünden	-449	-558	621	1'063
Jura	7'443	4'348	4'363	4'355
Luzern	2'213	2'269	2'263	2'445
Neuchâtel	3'684	3'811	3'557	3'297
Nidwalden	1'645	1'696	1'742	1'371
Obwalden	2'875	3'037	3'232	2'791
Schaffhausen	1'484	1'658	1'567	1'814
Schwyz	612	724	920	1'172
Solothurn	223	135	-17	86
St. Gallen	1'735	1'456	1'198	1'124
Thurgau	-188	-323	-319	-262
Ticino	3'706	3'526	3'567	3'737
Uri	771	734	679	380
Valais / Wallis	1'426	1'311	984	1'160
Vaud	2'947	2'876	3'025	3'350
Zug	-1'208	-1'922	-2'248	-2'514
Zürich	1'132	1'389	1'601	2'028

BL - Die Nettoverschuldung ist stark gesunken, da die Sekundarschulen von den Gemeinden an den Kanton übergegangen sind.

Nettoschuld je Einwohner in Franken Endettement net par habitant en francs

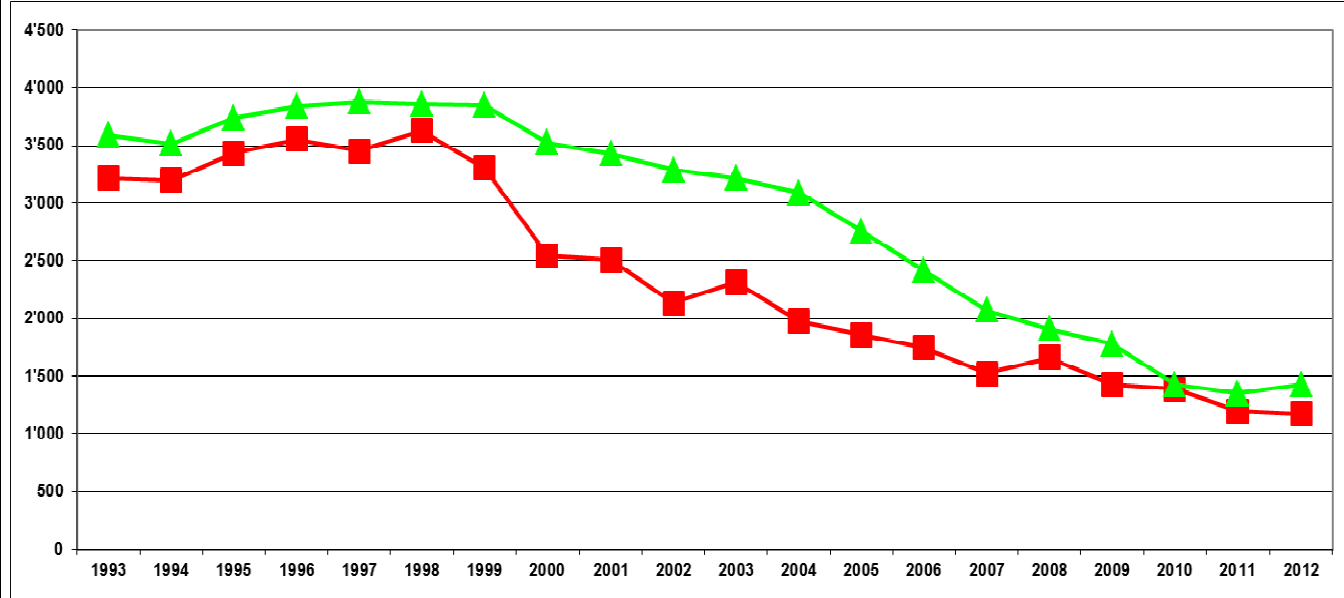
Richtwerte - Nettoschuld pro Einwohner < 1'000 tief 1'000 - 3'000 mittel 3'000 - 5'000 hoch > 5'000 sehr hoch	Valeurs indicatives - dette nette par habitant < 1'000 faible 1'000 - 3'000 moyen 3'000 - 5'000 haut > 5'000 très haut
<ul style="list-style-type: none"> Die Nettoschuld pro Einwohner wird auch oft als Gradmesser für die Verschuldung verwendet. Mit über 5'000 Franken gilt diese als sehr hoch. Die Aussagekraft dieser Kennzahl hängt allerdings von der richtigen Bewertung des Finanzvermögens ab. 	<ul style="list-style-type: none"> L'endettement net par habitant est une donnée également utilisée pour apprécier l'endettement. La qualité de cet indicateur dépend de l'évaluation correcte du patrimoine financier. Une part de 5'000 francs est considérée comme très élevée.
<p>Ein Kanton berechnet diese Kennzahl nicht.</p> <p>Der Medianwert verbessert sich um Fr. 26.-- und erreicht mit Fr. 1'172.-- das beste Resultat seit 1991.</p> <p>Nach 4 rückläufigen Jahren verzeichnet der schlechteste Wert wieder eine Zunahme auf Fr. 9'914.--.</p> <p>Der beste Wert erhöht sich von Fr. 1'208.-- auf den besten je erreichten Wert von Fr. 2'514.-- (Pro Kopf-Vermögen).</p> <p>16 von 25 Kantonen verzeichnen eine Verminderung der Nettoschuld oder eine Zunahme des Vermögens pro Einwohner.</p> <p>Die Zahl der Kantone, welche ein Pro-Kopf-Vermögen ausweisen, geht von 8 auf 6 zurück.</p>	<p>1 canton ne calcule pas cet indicateur.</p> <p>La valeur médiane progresse de Fr. 26.-- pour atteindre le meilleur résultat depuis 1991 à Fr. 1'172.--.</p> <p>La borne inférieure à Fr. 9'914.-- régresse après 4 diminutions successives.</p> <p>Celle supérieure progresse également passant de Fr. 1'208.-- à Fr. 2'514.-- de...fortune par habitant, soit la meilleure valeur enregistrée.</p> <p>16 cantons sur 25 enregistrent une diminution de la dette nette par habitant ou une augmentation de la fortune par habitant.</p> <p>Le nombre de cantons qui enregistre une fortune passe de 8 à 6.</p>

Nettoschuld pro Einwohner

Median - Mittelwert

Endettement net par habitant

Médiane - Moyenne

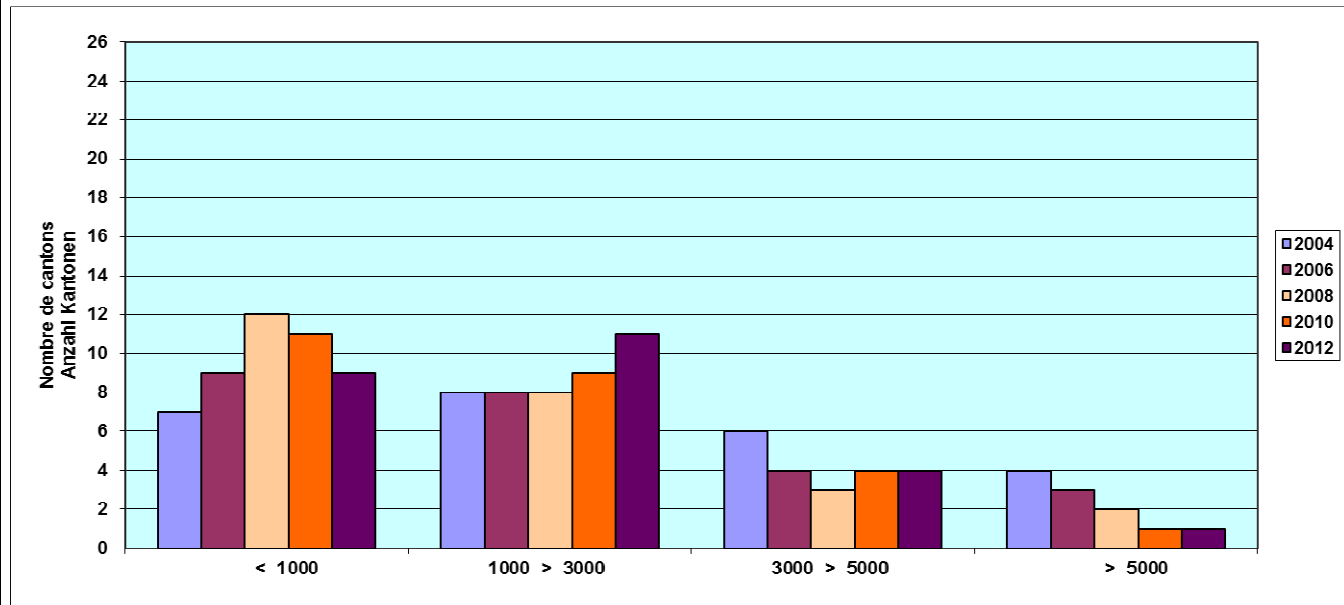


Nettoschuld pro Einwohner

< 1'000 tief
 1'000 - 3'000 mittel
 3'000 - 5'000 hoch
 > 5'000 sehr hoch

Dette nette par habitant

< 1'000 faible
 1'000 - 3'000 moyen
 3'000 - 5'000 haut
 > 5'000 très haut



<p>Öffentliche Finanzen der Schweiz 2011-2014 : bescheidene Überschüsse</p> <p>Bern, 29.08.2013 - Nach der leichten Erholung der öffentlichen Finanzen im Jahr 2011 trübt sich die Situation 2012 aufgrund der gedämpften Wirtschaftslage sowie wegen Rekapitalisierungen kantonaler Pensionskassen erneut etwas ein. Trotzdem resultiert für den Gesamtstaat 2012 ein geringer Überschuss. 2013 sollte sich die Finanzlage der öffentlichen Haushalte wieder leicht verbessern, insbesondere weil sich die Kantonsfinanzen erholen dürften. Wegen der erwarteten Konjunkturerholung dürfte sich die Situation 2014 entspannen. Nach dem leichten Anstieg der Schuldenquote im Jahr 2012 wird sich der in allen Sektoren beobachtbare Trend zum Schuldenabbau in den Folgejahren fortsetzen. Dies zeigen die neuen Zahlen der Finanzstatistik.</p>	<p>Finances publiques suisses de 2011 à 2014: excédents modestes</p> <p>Berne, 29.08.2013 - Après une légère amélioration en 2011, les finances publiques se sont à nouveau détériorées quelque peu en 2012 en raison d'une situation économique morose et de la recapitalisation des caisses de pensions de certains cantons. Le secteur des administrations publiques a néanmoins obtenu un petit excédent en 2012. En 2013, les finances des administrations publiques devraient à nouveau légèrement s'améliorer, notamment grâce au rétablissement des finances cantonales. Enfin, en 2014, la reprise conjoncturelle attendue devrait permettre à la situation de se détendre. Après avoir légèrement augmenté en 2012, le taux d'endettement devrait ensuite retrouver sa tendance à la baisse dans tous les secteurs. C'est ce qu'indiquent les nouveaux chiffres de la statistique financière.</p>
<p>Zusatzfrage :</p> <p>Wir haben festgestellt, dass die Kantone bei gewissen Kennzahlen die Einwohnerzahl beziehen. Die Handhabung scheint leider nicht einheitlich zu sein. Einzelne Kantone verwenden die Werte aus STATPOP und andere wiederum aus kantonalen Statistiken. Weiter nehmen einzelne Kantone das Mittel aus zwei Jahren. Wir bitten Sie, uns mitzuteilen, welche Einwohnerzahl Sie verwenden.</p>	<p>Question supplémentaire</p> <p>Nous constatons que les cantons utilisent la population dans certains indicateurs. Malheureusement, les pratiques ne sont pas harmonisées. Certains cantons se basent sur les chiffres STATPOP, certains autres sur une statistique cantonale et d'autres encore sur une moyenne de la population sur deux ans. Pourriez-vous nous préciser quel chiffre de la population vous utilisez ?</p>
<p>Antworten</p> <p>15 Kantone verwenden für ihre eigenen Statistiken die Angaben (31.12.) des jeweiligen Rechnungsjahres. Einer verwendet Vorjahreswerte. Diese Statistiken unterscheiden sich zu jenen des Bundes und sind nicht vereinheitlicht.</p> <p>6 Kantone verwenden die STATPOP-Statistiken, d.h. das Referenzjahr und N-1</p> <p>2 Kantone nehmen den Bevölkerungsdurchschnitt ihrer eigenen Statistik vom laufenden Jahr</p> <p>1 Kanton bezieht sich auf die Bevölkerung, wie diese beim Finanzausgleich verwendet</p> <p>1 Kanton ermittelt den Durchschnitt aus den letzten 3 Jahren seiner Statistiken</p> <p>1 Kanton hat diese Frage nicht beantwortet.</p> <p>Diese Kreativität ist halt für Vergleiche nicht unbedingt förderlich...</p>	<p>Réponses</p> <p>15 cantons utilisent leurs propres statistiques cantonales au 31.12 de l'année de présentation des comptes sauf un qui travaille avec l'année N-1 ; ces statistiques diffèrent de celles fournies par la confédération et ne sont pas harmonisées entre elles</p> <p>6 cantons utilisent les statistiques STATPOP soit de l'année de référence soit de l'année N-1</p> <p>2 cantons prennent la moyenne de la population de l'année en cours de leurs propres statistiques</p> <p>1 canton fait référence à la population utilisée au niveau de la péréquation</p> <p>1 canton fait la moyenne des trois dernières années des statistiques cantonales</p> <p>1 canton n'a pas répondu</p> <p>Cette créativité ne favorise bien entendu pas les comparaisons....</p>

Neues aus den Kantonen

- Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide
- Literatur, Kurse, aktuelle Publikationen

Nouveautés cantonales

- Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales
- Littérature, cours, publications récentes



01.01.2013 - 31.12.2013

Aargau



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesetz, Verordnung: Bestimmungen zu HRM2 ab 01.01.2014 in Kraft.

b) Finanzausgleichsgesetz: Zur Zeit läuft eine Überprüfung der Finanzausgleichsgesetzgebung und der bestehenden Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Informationen unter: www.ag.ch/alv

d) HRM2: Die neuen Bestimmungen im Gemeindegesetz (Finanzhaushalt) sowie die neue Finanzverordnung treten per 01.01.2014 bzw. Budget 2014 in Kraft. Flächendeckende Einführung von HRM2 bei allen Gemeinden und Gemeindeverbänden auf 01.01.2014. Informationen unter: www.ag.ch/gemeindeabteilung > Gemeindebezogene Projekte.

Literatur, Kurse, aktuelle Publikationen

Im Zusammenhang mit der Einführung von HRM2 werden laufend Arbeitspapiere publiziert und Workshops durchgeführt. Siehe www.ag.ch/gemeindeabteilung > Gemeindebezogene Projekte.

Mit der "Planung Finanzen Kanton - Gemeinden" erstellt der Kanton jährlich eine Übersicht über die finanziellen Auswirkungen von Reformen von Bund und Kanton auf Kanton und Gemeinden und von Verbundaufgaben auf Kanton und die Gemeinden. Sie wird den Gemeinden als Hilfestellung für die Planung (Budgetierung und Finanzplanung) zur Verfügung gestellt. Siehe www.ag.ch/gemeindeabteilung > Finanzaufsicht > Finanzanalyse.

Der Gemeindestrukturbericht 2013 gibt erstmals einen systematischen Überblick über die Struktur der Aargauer Gemeindelandschaft, deren Organisationsformen, die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden und das Funktionieren des Finanzausgleichs. Der Bericht macht eine Momentaufnahme der Gemeindelandschaft und dient als Grundlage zur Darstellung ihrer Entwicklung über mehrere Jahre. Es ist geplant, den Gemeindestrukturbericht alle vier Jahre gemeinsam mit Gemeindevertretern rückblickend auf die abgelaufene kantonale Legislaturperiode zu erarbeiten. Siehe www.ag.ch/gemeindeabteilung > Gemeindestrukturen.

Appenzell I. Rh. Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide



d) HRM2 : Standeskommissionsbeschluss zur Rechnungslegung HRM2 mit Einführung auf Stufe Kantonale Verwaltung per 1.1.2015.

Basel-Landschaft Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide



a) Gemeindegesetz, Verordnung : Keine Änderungen in Bezug auf das Finanz- und Rechnungswesen.

b) Finanzausgleichsgesetz : Im Herbst 2013 hat eine externe Wirksamkeitsprüfung des per 2010 eingeführten Finanzausgleichs stattgefunden. Es ist geplant, erste Verordnungsanpassungen per 2014 und grundlegende Anpassungen per 2017 vorzunehmen.

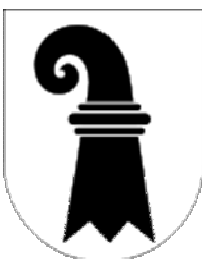
c) Fusionsgesetz : Bisher gibt es kein solches Gesetz.

d) HRM2 : HRM2 wird für die Einwohnergemeinden per 1.1.2014 eingeführt. Die Einwohnergemeinden haben das Budget 2014 bereits nach HRM2 erstellt. Sämtliche Informationen zu HRM2 in den Baselbieter Gemeinden ist aufgeschaltet unter: www.statistik.bl.ch -> Gemeindefinanzen -> Rechnungslegung ab 2014 (HRM2).

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Zu HRM2: Siehe oben.

Basel-Stadt Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide



a) Gemeindegesetz, Verordnung : neues Finanzhaushaltgesetz und neue Finanzhaushaltverordnung (Gültigkeit ab 1.4.2012).

d) HRM2 : Einführung per 1.1.2013.

Bern



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesetz, Verordnung: Die Gemeindeverordnung wurde aufgrund der Vorlage „Optimierung der Förderung von Gemeindezusammenschlüssen“ angepasst. Über die Vorlage wurde im Info Nr. 25 bereits informiert. Informationen unter: www.be.ch/gemeinden > Gemeinderecht > Kantonales Recht > Änderung der Kantonsverfassung und des Gemeindegesetzes

d) HRM2 : Zehn politische Gemeinden und vier Kirchgemeinden führen HRM2 per 1.1.2014 als Testgemeinden ein.

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Bericht Gemeindefinanzen 2012: Der Bericht über die Analyse verschiedener Kennzahlen der Berner Gemeinden wird im 1. Quartal 2014 im Internet verfügbar sein unter www.be.ch/gemeinden, Rubrik Gemeindefinanzen, Statistik.

Bericht über die finanzielle Situation der Kirchgemeinden 2011: Dieser Bericht wird im 1. Quartal 2014 publiziert. Er enthält die Analyse ausgewählter Kennzahlen zu den Finanzen der bernischen Kirchgemeinden und ist im Internet verfügbar unter www.be.ch/gemeinden, Rubrik Gemeindefinanzen, Statistik.

Rechnungsprüfungs- und HRM-Kurse: Im Januar und Februar 2014 werden die jährlichen Kurse durchgeführt. Die Kursausschreibungen stehen im Internet zur Verfügung unter www.be.ch/gemeinden, Rubrik Gemeindefinanzen, Kurse.

Berne

Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

a) Législation sur les communes: l'ordonnance sur les communes a été révisée suite à l'acceptation du projet «Optimisation de l'encouragement des fusions de communes». Nous vous avons déjà communiqué des informations sur ce projet dans l'Info n°25.

Des informations sont disponibles à l'adresse www.be.ch/communes > Droit communal > Bases légales > Modification de la Constitution cantonale et de la loi sur les communes (assouplissement de la garantie de l'existence des communes).

d) MCH2: Dix communes politiques et quatre paroisses ont introduit le MCH2 au 1^{er} janvier 2014 dans le cadre d'un projet pilote.

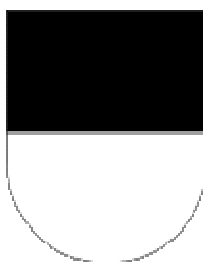
Cours / publications

Rapport sur les finances communales en 2012: le rapport portant sur l'analyse de différents indicateurs des communes bernoises sera disponible au cours du premier trimestre 2014 sur Internet à l'adresse www.be.ch/communes > Finances communales > Statistiques concernant les finances communales.

Rapport sur la situation financière des paroisses bernoises en 2011: ce rapport sera publié au cours du premier trimestre 2014. Il contient une analyse de certains indicateurs sur les finances des paroisses bernoises et est disponible sur Internet à l'adresse www.be.ch/communes > Finances communales > Statistiques concernant les finances communales.

Cours destinés aux vérificateurs des comptes et cours MCH: les cours annuels auront lieu en janvier et février 2014. Les descriptifs des cours sont disponibles sur Internet à l'adresse www.be.ch/communes > Finances communales > Cours.

Fribourg



Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

a) Loi et ordonnance sur les communes

La loi sur les communes a été modifiée partiellement le 14 novembre 2013. La révision portait sur la possibilité pour les communes membres d'une association de communes de faire représenter l'ensemble de leurs voix par une seule personne si elles le souhaitent et pour autant que les statuts de l'association le permettent.

b) Loi sur la péréquation financière

L'ordonnance sur la péréquation financière intercommunale (OPFI) (RSF 142.11) est publiée annuellement et détermine les résultats du calcul de la péréquation (indices et montants) pour l'année future.

Conformément à l'article 20 de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) (RSF 142.1), les travaux de la première évaluation du système ont été initiés ; ils devraient aboutir à un rapport d'expert début 2015.

Informations complémentaires : www.fr.ch/scom, rubrique *Péréquation financière*

c) Loi sur les fusions

La loi du 9 octobre 2013 relative à la fusion des communes de Cerniat et de Charmey a entériné la création d'une nouvelle commune dont le nom est Val-de-Charmey. Cette fusion est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Informations complémentaires : www.fr.ch/scom, rubrique *Fusions de communes*

d) MCH2

Un groupe de projet MCH2 pour les collectivités publiques locales, composé de représentants des administrations et autorités communales, des organes de contrôle des comptes ainsi que de l'administration cantonale, a été institué et a démarré ses travaux en mai 2013. Son mandat est de fixer les règles et directives en matière financière et comptable qui seront concrétisées dans une nouvelle loi spécifique sur les finances communales.

L'entrée en vigueur prévue de cette loi (01.01.2016) devrait coïncider avec la mise en œuvre du nouveau modèle comptable MCH2 (règles financières et plan comptable).

Cours / publications

Filières de formation

Les travaux relatifs à la formation francophone intercantonale BE-NE-JU-FR-VD-GE-VS des secrétaires municipaux se sont poursuivis en 2013. Le cinquième cycle de formation a induit quelques changements pour le module 2 compte tenu du fait que la formation englobe désormais tous les cantons romands y compris Berne. La branche du droit communal comprise dans le module 2 est désormais dispensée par un enseignement commun pour les généralités et des enseignements spécialisés pour les particularités cantonales. En ce qui concerne le canton de Fribourg, deux collaborateurs du Service ont contribué aux cours consacrés aux spécificités du canton de Fribourg.

Publications

info'SCom 8/2013 : La péréquation financière intercommunale pour l'année 2014 (publication annuelle des informations et résultats du calcul de la péréquation). Informations complémentaires : www.fr.ch/scom, rubrique *info'SCom*

Autres informations et remarques à ce sujet

La nouvelle commune de Murten (*anciennes communes de Büchslen et Murten*) est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Au 1^{er} janvier 2014, la fusion de Cerniat et Charmey, approuvée en vote populaire le 3 mars 2013, a officialisé la nouvelle commune de Val-de-Charmey ; en 2014, le canton de Fribourg compte 163 communes.

Freiburg

Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesezt, Verordnung

Das Gesetz über die Gemeinden wurde am 14. November 2013 teilrevidiert. Die Revision hat zum Zweck, dass Mitgliedgemeinden von Gemeindeverbänden sämtliche Stimmen von einer Person vertreten lassen können, wenn sie dies wünschen und die Verbandsstatuten dem nicht entgegen stehen.

b) Finanzausgleichsgesetz

Die Ausführungsverordnung zum interkommunalen Finanzausgleich wird jedes Jahr erlassen (IFAV) (SGF 142.11); sie enthält die Ergebnisse des nächsten Finanzausgleichs (Indexe und Beträge).

Gemäss Artikel 20 des Gesetzes über den interkommunalen Finanzausgleich (IFAG, SGF 142.1) wurden die Arbeiten der ersten Evaluation des Systems lanciert. Es wird ein Expertenbericht auf Anfang 2015 erwartet.

Weitere Informationen : www.fr.ch/gema, Rubrik *Finanzausgleich*

c) Fusionsgesetz

Das Gesetz vom 9. Oktober 2013 hat den Zusammenschluss der Gemeinden Cerniat und Charmey sanktioniert. Die neue Gemeinde trägt den Namen Val-de-Charmey. Der Zusammenschluss ist seit dem 1. Januar 2014 in Kraft.

Weitere Informationen : www.fr.ch/gema, Rubrik *Gemeindefusionen*

d) HRM2

Im Mai 2013 wurde eine Projektgruppe HRM2 für die Gemeinden eingesetzt. Diese setzt sich aus Vertretern der Gemeindebehörden und der Gemeindeverwaltungen, der Revisionsstellen und der kantonalen Verwaltung zusammen. Der Auftrag an die Projektgruppe besteht darin, neue Regeln und Richtlinien für den Finanzhaushalt und für die Rechnungslegung der Gemeinden vorzuschlagen. Die Normen werden in einem neuen Gesetz über die Gemeindefinanzen zu konkretisieren sein.

Das Inkrafttreten des neuen Gesetzes (1. Januar 2016) sollte mit der Einführung des neuen Rechnungsmodells HRM2 einhergehen (Finanzhaushalt und Kontenrahmen).

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Lehrgänge

Die interkantonale französischsprachige Ausbildung für Gemeindeglieder (BE-NE-JU-FR-VD-GE-VS) wurde im Jahr 2013 weitergeführt. Der fünfte Zyklus hat eine Namensänderung mit sich gebracht, da die Ausbildung neu die ganze Westschweiz inklusive Bern umfasst; sie heisst neu „Formation romande des cadres communaux FR2C“. Das Fach „Gemeinderecht“ aus dem Modul 2 wird in einem gemeinsamen Unterricht für die gemeinsamen Inhalte und in einem spezifischen Unterricht für die kantonalen Besonderheiten gelehrt. Was den Kanton Freiburg anbetrifft, wurden die kantonalen Besonderheiten unter Mitwirkung zweier Mitarbeiter des Amtes unterrichtet.

Publikation

Info'GemA 8/2013 : Der interkommunale Finanzausgleich für das Jahr 2014 (Nachführung der Informationen und der Rechenergebnisse des Finanzausgleichs). Weitere Informationen: www.fr.ch/gema, Rubrik *info'GemA*

Weitere Bemerkungen und Hinweise

Am 1. Januar 2013 ist die neue Gemeinde Murten (*aus der Fusion der bisherigen Gemeinden Büchslen und Murten*) entstanden.

Auf den 1. Januar 2014 wurde die am 3. März 2013 in der Gemeindeabstimmung beschlossene Fusion der Gemeinden Cerniat und Charmey wirksam, welche die neue Gemeinde Val-de-Charmey ins Leben rief. Im Jahr 2014 zählt der Kanton Freiburg daher noch 163 Gemeinden.

Genève



Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

a) Loi et ordonnance sur les communes : L'article 34 alinéa 6 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC - B 6 05.01) concernant les amortissements a été complété par la durée d'amortissement des subventions d'investissement versées à des entités publiques (qui s'amortiront en fonction de la durée de vie de l'objet financé). Les subventions d'investissement versées à des entités privées continueront à être amorties sur 5 ans.

b) Loi sur la péréquation financière : Un avant-projet de loi réformant la péréquation financière intercommunale est actuellement à l'étude. Cet avant-projet vise à simplifier et à amplifier les mécanismes de redistribution entre les communes genevoises et permettrait de supprimer des effets pervers du système actuel en matière de développement urbanistique.

c) Loi sur les fusions : Les articles suivants (nouveaux) figurent dans la nouvelle Constitution cantonale :

Section 2 Fusion, division et réorganisation

Art. 138 Principes

¹ *Le canton encourage et facilite la fusion de communes.*

² *A cet effet, il prend des mesures incitatives, notamment financières.*

Art. 139 Procédure

¹ *Une fusion peut être proposée par les autorités communales, par une initiative populaire ou par le canton.*

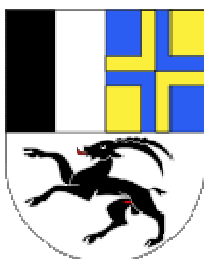
² *La fusion, la division et la réorganisation de communes sont soumises à l'approbation du corps électoral de chaque commune concernée. La majorité dans chaque commune est requise.*

d) MCH2 : Un groupe de travail regroupant des représentants de l'Etat de Genève ainsi que des communes genevoises a été mis en place en 2011 afin de préparer l'introduction du Modèle comptable harmonisé 2 (MCH2) auprès des communes genevoises.

Cours / publications

Plusieurs données sont publiées sur le site du service de surveillance des communes. En effet, les informations financières des dix dernières années, concernant les budgets, les comptes, la fiscalité, les statistiques et les données générales des communes sont accessibles, directement à l'écran, par commune et par année, ou dans leur globalité, par téléchargement des documents complets. Les brochures des statistiques annuelles ainsi que des indicateurs annuels y sont également disponibles.

Graubünden



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

b) Finanzausgleichsgesetz :

Finanzhaushaltsgesetz (FHG, BR 710.100) und Finanzhaushaltsverordnung für die Gemeinden (FHVG, BR 710.200). Beide Erlasse wurden per 1. Dezember 2012 in Kraft gesetzt und bilden die Grundlage für HRM2

d) HRM2 : Ab 2013 fünf Pilotgemeinden, flächendeckende Einführung bis spätestens 2018

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Unsere HRM2-Praxisempfehlungen werden laufend auf unserer Homepage www.afg.gr.ch publiziert.

Weitere Bemerkungen und Hinweise

Der Grosse Rat hat am 5. Dezember 2013 der Reform des Bündner Finanzausgleichs (FA-Reform) zugestimmt. Die Frist für das fakultative Gesetzesreferendum läuft bis am 19. März 2014. Wird das Referendum nicht ergriffen, soll die Reform am 1. Januar 2015 eingeführt werden.

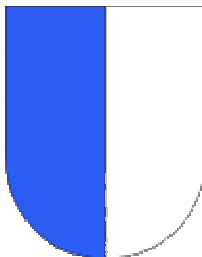
Jura



Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

d) MCH2 : Entrée en vigueur dans les communes 2017

Luzern



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

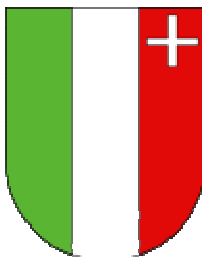
a) Gemeindegesetz, Verordnung : Der Kanton Luzern verfügt über 83 Korporationsgemeinden. Per 1. Januar 2016 erhalten diese Gemeinden eine neue Gesetzgebung.

d) HRM2 : Am 18.12.2012 hat der Regierungsrat den Projektauftrag für die Einführung von HRM2 bei den Gemeinden verabschiedet. Die Umsetzung erfolgt per 01.01.2018, das heisst, die Gemeinden haben das Budget 2018 auf der Grundlage von HRM2 zu führen.

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

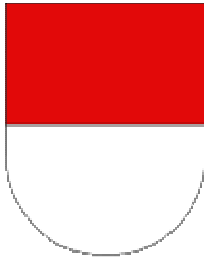
2013 haben Aus- und Weiterbildungskurse für Rechnungskommissionen und Controllingkommissionen stattgefunden. Die Unterlagen dazu können auf der Homepage www.regierungsstatthalter.lu.ch heruntergeladen werden.

Neuchâtel



Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

aa) Loi et ordonnance sur les communes : Loi portant harmonisation des clés de répartition des impôts entre l'Etat et les communes du 2 décembre 2013. L'ensemble des impôts perçus par l'Etat et les communes – impôt des personnes physiques, impôt des personnes morales, impôt des personnes taxées à la source et impôt des frontaliers – sont dorénavant répartis selon la même clé de répartition, à raison de 60% à l'Etat et de 40% aux communes. Auparavant, ces clés variaient selon l'impôt considéré, pour des raisons souvent historiques, entraînant de grosses disparités de ressources entre les communes. Le nouveau système permet de financer n'importe quelle étape de désenchevêtrement, il permet aussi à l'Etat de mener à terme son projet de réforme de l'imposition des personnes physiques, qui aurait été sinon compromis.

Solothurn

Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

- a) Gemeindegesetz, Verordnung : Geplant Anpassungen wegen HRM2 auf 1.1.2016
- b) Finanzausgleichsgesetz : Geplant neues Finanz- und Lastenausgleichsgesetz auf 2015/2016 (www.nfa.so.ch)
- d) HRM2 : Gemäss separater Einführungsplanung auf 2016 (www.hrm2-gemeinden.so.ch)

St. Gallen

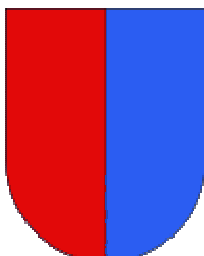
Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

- b) Finanzausgleichsgesetz : Anpassungen mit II. Nachtrag zum Finanzausgleichsgesetz. Einführung eines soziodemographischen Sonderlastenausgleich, Splitting des Sonderlastenausgleichs Volks- und Sonderschule, Reduktion des Ausgleichsfaktors für überdurchschnittliche Schülerzahlen.

Thurgau

Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

- b) Finanzausgleichsgesetz : Gesetz und Verordnung wurden aufgrund eines Wirkungsberichts und weiterer Erkenntnisse angepasst : Finanzkräftige Gemeinden werden beim Ressourcenausgleich immer noch bescheiden, dafür aber neu progressiv abgeschöpft ; eine Steuerfussgewichtung wird beim strukturellen Lastenausgleich eingeführt und der nachhaltige Verzicht auf Siedlungsgebiet kann abgegolten werden. Weitere Details : www.finanzkontrolle.tg.ch > Finanzausgleich > Rechtsgrundlagen
- d) HRM2 : Die Verordnung über das Rechnungswesen der Gemeinden wurde überarbeitet. Es gibt nun nebst der bisherigen Version für noch bestehende Gemeinden nach Rechnungsmodell HRM1 eine Version für Gemeinden, welche auf HRM2 umgestellt haben. Details siehe www.finanzkontrolle.tg.ch > HRM2-Gemeinden-TG > Rechtsgrundlagen

Ticino

Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

Loi sur les fusions : entrée en vigueur de la révision de la *Legge sulle aggregazioni e separazioni dei comuni* introduisant notamment l'instrument du plan cantonal des fusions

Cours / publications

Piano cantonale delle aggregazioni, novembre 2013 (www.ti.ch/pca)
 La gestione della qualità nel comune ticinese, dicembre 2013 (<http://www4.ti.ch/di/sel/comuni/strumenti-di-gestione-comunale>)

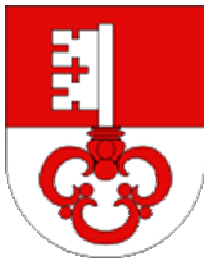
ab) Loi sur la redistribution de l'impôt communal sur les personnes morales entre les communes, du 2 décembre 2013. Dorénavant, afin de réduire en amont les disparités de ressources fiscales entre les communes, avant péréquation, le 30% de l'impôt communal des personnes morales sera réparti entre toutes les communes à raison de 50% selon la population et 50% selon le nombre d'emplois recensés dans chacune des communes.

b) Loi sur la péréquation financière : Un projet de révision de la péréquation verticale, soit celle versée par l'Etat en complément à la péréquation horizontale des ressources entre les communes, a été adoptée par le Grand Conseil en date du 2 décembre 2013. Ce projet fixe dorénavant le plafond de l'aide accordée par l'Etat aux communes bénéficiaires dans le cadre de la péréquation des ressources à 79% du revenu fiscal moyen de l'ensemble des communes.

Un projet de révision de la péréquation financière intercommunale a été envoyé en consultation dans les communes et auprès des partis politiques en automne 2013. Il fonde la péréquation des ressources sur un taux de réduction fixe de réduction des écarts de ressources entre les communes, ces ressources étant désormais fondées sur un indice de ressources communales harmonisé. Pour la péréquation des charges, il repose sur la seule compensation des charges structurelles dans les domaines de la sécurité publique, de l'éducation et de l'entretien hivernal du réseau routier.

d) MCH2 : Le Conseil d'Etat a adopté en date du 2 septembre 2013 le projet de loi sur les finances de l'Etat et des communes et l'a transmis au Parlement. Il prévoit une refonte complète de la législation sur les finances de l'Etat et des communes, avec l'introduction du MCH2, et un nouveau dispositif de frein aux dépenses et à l'endettement différent selon qu'il s'applique à l'Etat ou aux communes. L'entrée en vigueur de la loi est prévue le 1^{er} janvier 2015, celle du MCH2 est prévue pour 2017.

Obwalden



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesetz, Verordnung :

Im Jahr 2014 ist die Teilrevision des Finanzhaushaltsgesetzes, welches bereits HRM2 beinhaltet, geplant. Es sind kleinere Anpassungen und Präzisierungen vorgesehen.

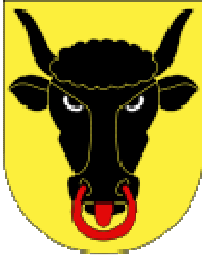
Schaffhausen



Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Anfang 2013 wurden den Gemeindebehörden zum Start der neuen Amtsperiode diverse Kurse (z.B. Grundlagen Finanzhaushalt, Kennzahlen) angeboten.

Uri



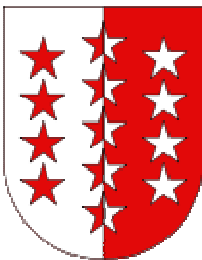
Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesetz, Verordnung : Reglement über das Rechnungswesen der Einwohnergemeinden per 1.1.2012 in Kraft gesetzt.

c) Fusionsgesetz : An der Urnenabstimmung vom 22. September 2013 wurde die Änderung der Kantonsverfassung vom Volk genehmigt. Inhalt: Um im Kanton Uri Gemeindefusionen verfahrensmässig und rechtlich zu ermöglichen, sind die Gemeinden nicht mehr namentlich in der Kantonsverfassung aufzuführen. Mit der Annahme der Änderung der KV ist die Existenz der Gemeinde nicht gefährdet. Hingegen wurde das Gesetz über die Gemeindefusionen (GFG) vom Volk abgelehnt. Inhalt: Das GFG verbessert die rechtlichen und finanziellen Rahmenbedingungen für Gemeindefusionen im Kanton Uri. Es erleichtert die Finanzierung von Gemeindefusionen und Gemeindefusionen mittels Kantonsbeiträgen. Die Vorlage beruhte auf dem Prinzip der Freiwilligkeit.

d) HRM2 : HRM" wurde per 01.01.2012 in allen Urner Gemeinden eingeführt.

Valais



Cours / publications

456 membres des exécutifs communaux sur un total de 806 ont suivi le cycle de formation à l'attention des élus suite aux élections communales de 2012, cycle mis sur pied par la Fédération des communes valaisannes (FCV).

Le rapport à paraître tout prochainement sur les finances communales 2012 confirme que, globalement la situation financière des 141 communes valaisannes au 31 décembre 2012 peut être qualifiée de très bonne. Le cadre législatif mis en place en 2004 par le Gouvernement joue pleinement son rôle.

Au 1^{er} janvier 2013 le canton du Valais passe de 141 à 135 communes municipales suite aux fusions de Birgisch-Mund-**Naters**, Turtmann-Unterems, Mex-**St-Maurice**, **Leuk-Erschmatt** et **Sion-Salins**.

Wallis

Kurse / Publikationen

Von insgesamt 806 Mitgliedern der Gemeinde-Exekutiven haben 456 die Ausbildungsabende besucht, welche nach den Gemeinderatswahlen 2012 den Behördenmitgliedern angeboten wurden. Diese Kurse wurden auf Anregung u.a. des Verbandes der Walliser Gemeinden (VWG) angeboten.

Der Bericht über die Gemeindefinanzen 2012, der demnächst erscheinen wird, bestätigt, dass die Finanzlage der Walliser Gemeinden insgesamt als sehr gut beurteilt werden kann. Der Gesetzesrahmen, welcher von der Regierung im 2004 in Kraft gesetzt wurde, zeigt vollends seine Wirkung.

Aufgrund der Fusionen Birgisch-Mund-**Naters**, Turtmann-Unterems, Mex-**St-Maurice**, **Leuk-Erschmatt** und **Sion-Salins** mit Wirkung ab 1. Januar 2013 reduziert sich die Zahl Einwohnergemeinden von 141 auf 135.

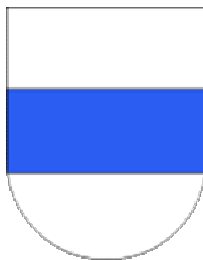
Vaud



Lois, ordonnances, circulaires, décisions fondamentales

b) Loi sur la péréquation financière : petite révision de la péréquation d'octobre 2013.

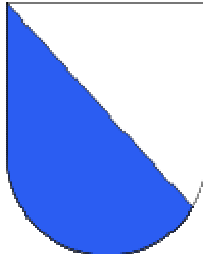
Zug



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

a) Gemeindegesetz, Verordnung : FHG ist in einer Teilrevision.

Zürich



Gesetze, Verordnungen, Kreisschreiben, Entscheide

Änderung der Verordnung über den Gemeindehaushalt (VGH; LS 133.1):
 - Elektronische Aufbewahrung von Belegen und Korrespondenzen (§§ 11a – 11g VGH),
 - Bewertung von Beteiligungen des Verwaltungsvermögens (§ 17 VGH).

Literatur , Kurse, aktuelle Publikationen

Behördenschulungskurse zu diversen Themen auf der Internetseite des Gemeindeamtes abrufbar.

Agenda	<p>18.09.2014 Journée de travail à Berne – Péréquation financière et MCH2 Arbeitstagung in Bern – Finanzausgleich und HRM2</p> <p>13.06. / 19.09. / 28.11.2014 Séances de la commission / Sitzungen der Kommission</p> <p>24. / 25.09.2015 Assemblée générale à Heiden Appenzell rhodes extérieures Generalversammlung in Heiden, Appenzell Ausserrhoden</p>
---------------	---

www.kkag-cacsfc.ch

<p>Die <i>News</i> der Homepage unserer Konferenz stehen zur Ihrer Verfügung, damit Sie Ihre Neuigkeiten publizieren können. Nutzen Sie dieses Angebot - die Seite soll leben!</p>	<p>Les <i>news</i> du site Internet de la conférence sont à votre disposition pour annoncer vos nouveautés. Profitez ce cette offre - Faites vivre le site.</p>
<p>Autor und Herausgeber KKAG</p> <p>Redaktion Francis Gasser</p> <p>Verteilung</p> <p>Die Zustellung der Publikation erfolgt per Mail. Zudem besteht die Möglichkeit, die <i>Info</i> Nr. 26 von der Internetseite der Konferenz herunterzuladen.</p> <p>Falls Sie eine automatische Zustellung per e-Mail wünschen, wollen Sie dies bitte an die e-Mail-Adresse francis.gasser@kkag.cacsfc.ch mitteilen, damit wir Sie in unsere Verteilerliste aufnehmen können.</p>	<p>Auteur et éditeur CACSFC</p> <p>Rédaction Francis Gasser</p> <p>Distribution</p> <p>La distribution de la publication se fait par mail. Vous avez également la possibilité de télécharger l' <i>Info</i> Nr. 26 sur le site de la conférence.</p> <p>Si vous voulez recevoir automatiquement l'Info par courrier électronique, merci de communiquer votre adresse e-mail à l'adresse francis.gasser@kkag.cacsfc.ch afin que nous puissions vous inscrire dans notre liste de distribution.</p>